

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/AG/NG/R/4**

24 janvier 2001

(01-0372)

**Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire**

## **RAPPORT RÉSUMÉ DE LA QUATRIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE, TENUE DU 15 AU 17 NOVEMBRE 2000**

### Note du Secrétariat

1. Comme le Conseil général en a décidé à sa réunion des 7 et 8 février 2000, les négociations prévues à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture sur la poursuite du processus de réforme du commerce des produits agricoles ont été organisées dans le cadre d'une session extraordinaire du Comité de l'agriculture (paragraphe 3.28 du document WT/GC/M/53). La quatrième réunion de cette session s'est déroulée du 15 au 17 novembre 2000 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Jorge Voto-Bernales (Pérou).

2. Le présent rapport contient un résumé détaillé des débats du Comité sur les questions de fond examinées au titre des points correspondants de l'ordre du jour et devrait être lu conjointement avec le rapport factuel succinct sur l'ensemble de la réunion présenté au Conseil général par le Président (G/AG/NG/4, reproduit en annexe). Sauf indication contraire, toutes les références aux documents renvoient à la série G/AG/NG/-.

3. L'ordre du jour reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/1428 a été adopté.

A. COMMUNICATIONS RESTANT À EXAMINER À L'ISSUE DE LA TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

a) **Barbade, Burundi, Chypre, Communautés européennes, Corée, Dominique, Estonie, Fidji, Islande, Israël, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Madagascar, Malte, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Norvège, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie, Suisse et Trinité-et-Tobago: Note sur les préoccupations non commerciales (NG/W/36/Rev.1)**

4. L'introduction générale de la Norvège à la note sur les préoccupations non commerciales figure dans le document NG/W/77. Ce Membre a indiqué que la Commission européenne et les gouvernements du Japon, de Maurice, de la Norvège, de la République de Corée et de la Suisse ont organisé une conférence sur les considérations autres que d'ordre commercial qui s'est tenue en Norvège plus tôt cette année. Quelque 34 pays ont participé à cette conférence, parmi lesquels des pays en développement, des pays en voie de transition économique et des pays développés. Chacun des organisateurs a contribué au débat par des communications traitant de questions et de préoccupations très diverses. Poursuivant l'intervention liminaire, la Suisse a indiqué que la conférence avait couvert un certain nombre de questions comme l'utilisation des sols, l'offre et la demande, la contribution de l'agriculture à la production d'externalités positives et de biens publics, les produits alimentaires considérés comme un bien essentiel et l'agriculture comme élément-clé du développement, en particulier dans les pays en développement. La Suisse a insisté sur la nécessité de préserver le potentiel productif dont les conditions d'exploitation sont moins favorables, étant donné que la population mondiale augmente et que les possibilités d'accroître la production diminuent. Sans

être opposée à une libéralisation progressive, la Suisse a rappelé que le GATT de 1994 et l'Accord sur l'agriculture reconnaissaient que les différents pays doivent faire face à des situations différentes et que chacun est en droit de préserver son secteur de l'agriculture, et admettaient la nécessité d'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement. La question à laquelle devaient répondre les présentes négociations était de savoir si l'Accord offrait suffisamment de souplesse.

5. Le représentant des CE (NG/W/66) a noté que les communications présentées par la Commission européenne à cette conférence avaient mis en lumière un certain nombre de préoccupations liées à l'agriculture qui ne sont pas d'ordre commercial. Pour les CE, les préoccupations autres que commerciales étaient une composante fondamentale des négociations au même titre que l'accès aux marchés, le soutien interne, la concurrence à l'exportation et le traitement spécial et différencié. L'agriculture était indispensable à l'infrastructure économique et sociale des zones rurales où elle était la principale activité, en particulier dans les pays en développement. Le milieu rural dépendait de l'agriculture et les règles de l'OMC devaient permettre de répondre aux préoccupations non commerciales. Les mesures prises pour répondre à ces préoccupations devaient être sélectives et faire obstacle le moins possible au commerce. L'objectif n'était pas d'empêcher le commerce, mais d'empêcher que le commerce ne détruise le rôle décisif que joue l'agriculture pour ce qui est de répondre aux préoccupations autres que commerciales.

6. Le Japon (NG/W/73) et la Corée (NG/W/74) ont présenté leur communication conjointe relative à la sécurité alimentaire. Les représentants de ces pays ont évoqué l'importance décisive que revêt la sécurité alimentaire pour tous les pays et le fait que pour faire face aux préoccupations de sécurité alimentaire, il fallait conjuguer de façon optimale production intérieure, importations et maintien de réserves alimentaires. Ce point optimal était atteint lorsque le coût était le plus réduit compte tenu du risque, des effets extérieurs et des caractéristiques du secteur alimentaire liées à sa fonction de bien public. L'ensemble le mieux adapté de politiques était différent d'un pays à l'autre et chaque pays devrait pouvoir choisir son niveau de production optimal. Outre sa fonction première de production de produits alimentaires et de fibres agricoles, l'agriculture était également indispensable à la sécurité alimentaire, au développement social et économique, à l'emploi, au maintien des campagnes, à la conservation des sols et des ressources naturelles, et contribuait à préserver la vie et le territoire ruraux. Les mécanismes de marché ne pouvaient offrir à eux seuls une solution optimale.

7. Maurice (NG/W/75) a indiqué qu'elle avait élaboré sa communication selon la perspective d'un petit pays insulaire en développement. L'attention a été appelée sur le fait que l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture imposait de tenir compte des considérations autres que d'ordre commercial dans le processus de libéralisation progressive. Par ailleurs, Maurice estimait que l'article 20 devait être envisagé parallèlement à d'autres parties de l'Accord sur l'agriculture et à d'autres engagements internationaux, en particulier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Sommet mondial de l'alimentation. Pour les petits pays insulaires en développement, la question des zones à faible potentiel avait une grande importance, car l'agriculture ne se réduisait pas à la production de produits alimentaires et de fibres agricoles. Son rôle était aussi d'étayer le tissu social des zones rurales et de contribuer à un certain nombre d'autres biens d'intérêt public. L'agriculture était importante pour tous les pays, notamment les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, et il était essentiel, pour les pays développés comme pour les pays en développement, que les considérations autres que d'ordre commercial soient prises en compte. Or, les quelques mesures énumérées à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture étaient inadéquates et trop coûteuses pour de nombreux Membres.

8. Le représentant de la Norvège (NG/W/77) a dit qu'il était nécessaire de faire preuve de souplesse pour permettre aux Membres de répondre à leurs préoccupations autres que commerciales. Même si les négociations visaient à parvenir à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection, un certain nombre de facteurs tels que les considérations autres que d'ordre

commercial et le traitement spécial et différencié devaient être pris en compte. Entre autres choses, le processus devait reconnaître que différents types d'agriculture existaient dans différents pays, et devait tenir compte d'autres engagements multilatéraux comme le droit à l'alimentation. L'intervenant a rappelé que les pays attendaient des biens et des services différents de leur secteur agricole et n'attachaient donc pas la même importance à des préoccupations non commerciales elles-mêmes différentes. Par ailleurs, les facteurs inhérents à l'offre variaient d'un pays à l'autre en raison des différences climatiques ou culturelles. Les demandes des pays en développement concernant l'accès aux marchés devaient être prises en considération, et ces pays, de même que les pays en voie de transition économique, devaient également disposer d'une marge de manœuvre. Pour autant, cette souplesse devait être subordonnée à des règles mutuellement concertées et ne devait pas être considérée comme donnant carte blanche pour l'élaboration des politiques nationales. La "catégorie verte" existante n'était pas suffisante pour répondre aux préoccupations non commerciales dans les régions à faible potentiel. Les Membres avaient besoin de souplesse pour faire en sorte que leur secteur agricole reste viable et pouvoir répondre à leurs préoccupations autres que d'ordre commercial; les propositions spécifiques émanant des pays en développement devaient également être prises en considération.

9. Un certain nombre de délégations ont appuyé différents aspects de la note sur les préoccupations non commerciales et rappelé que d'après l'article 20, il devait être tenu compte de ces considérations lors des négociations. Elles ont ensuite évoqué des préoccupations non commerciales spécifiques intéressant particulièrement leurs pays ou bien des situations spécifiques qui rendaient importantes certaines considérations.

10. Parmi les pays qui ont accordé leur appui à la note, un certain nombre de pays ayant engagé une transition de leur économie depuis la planification centralisée vers un régime de marché, notamment la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque, la Pologne, la Slovaquie, l'Estonie, la Mongolie et la Roumanie, ont fait ressortir certaines de leurs préoccupations propres, notamment les problèmes liés à la transition. La Hongrie (NG/W/69) a indiqué que le développement rural revêtait pour elle une grande importance et qu'elle partageait le point de vue selon lequel l'agriculture était une composante décisive des politiques de développement rural. Si d'autres activités économiques pouvaient être importantes, et même finir par se substituer peu à peu à l'agriculture, celle-ci n'en resterait pas moins, pour autant qu'on puisse le prévoir, le principal support de développement dans la plupart des régions rurales de beaucoup de pays. Dans certaines régions de la Hongrie, il n'y avait pas d'autres possibilités d'emploi du fait par exemple que l'industrie et l'exploitation minière avaient pâti de la concurrence étrangère ou parce que la région ne se prêtait pas au tourisme. Dans d'autres régions, la fertilité des sols, la situation topographique et le principe de répartition efficace des ressources signifiaient que l'agriculture devait être préservée et développée. Les progrès dans la mise en valeur des zones rurales étaient donc liés à la viabilité du secteur agricole. Aussi la libéralisation du commerce ne devait-elle pas empêcher des politiques qui avaient pour objet de rétablir la viabilité des zones rurales. Cependant, la Hongrie estimait comme les CE qu'il convenait d'utiliser les politiques ayant le moins d'effet de distorsion sur le commerce pour traiter les considérations autres que d'ordre commercial.

11. Le représentant de la République tchèque (NG/W/65) a indiqué que les pays qui s'étaient portés coauteurs de la note considéraient qu'ils devraient avoir le droit, conformément à des règles mutuellement concertées, de traiter des considérations autres que d'ordre commercial. Centrant ses observations sur les questions d'environnement liées à ces considérations, il a fait observer que la République tchèque était un petit pays sans littoral présentant une grande diversité de paysages et qui devait en outre remédier aux problèmes découlant de l'ancien modèle d'agriculture à planification centralisée. La protection des ressources naturelles était dans l'intérêt public et recouvrait la gestion et l'encouragement de la biodiversité, la préservation de la fertilité des sols, l'adoption des politiques de l'eau appropriées et l'utilisation fonctionnelle du territoire, le tout contribuant à la conservation des valeurs naturelles et culturelles du paysage dont l'État avait la responsabilité. En République tchèque,

les politiques antérieures, inspirées du modèle économique de la planification centralisée, avaient causé d'assez graves problèmes, notamment dans les domaines de l'exploitation minière et de l'agriculture. Au cours des dix dernières années, tous ces problèmes n'avaient pas été réglés même si des progrès avaient été faits. En tout état de cause, l'agriculture était indissociable de l'environnement et ne pouvait pas être abordée en des termes purement économiques. Le processus de réforme devait se poursuivre en reconnaissant que les agriculteurs rendent des services à l'environnement.

12. La République slovaque attachait une grande importance à diverses considérations non commerciales comme le développement rural, les fonctions sociales et culturelles de l'agriculture, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et la coexistence de différents types d'agriculture. En Slovaquie, les politiques agricoles devaient tenir compte d'aspects tels que la protection contre les catastrophes naturelles, la sécurité alimentaire, le développement rural, l'emploi rural, les facteurs historiques et culturels et les activités liées au paysage et à l'environnement. À titre d'exemple, les agriculteurs devaient prendre des mesures pour parer au risque d'inondation, mais cela se répercutait sur les coûts et la compétitivité sur les marchés mondiaux et intérieurs. De la même manière, l'activité agricole dans les zones montagneuses était orientée par des politiques visant à maintenir la production dans ces régions et avait besoin de l'intervention des pouvoirs publics pour que la production puisse continuer dans les zones défavorisées. Les questions concernant le développement rural avaient trait à la conservation du paysage et à la préservation des activités culturelles et sociales liées à l'agriculture. Il était indispensable de préserver l'emploi rural lorsque le recul de la production entraînerait une hausse du chômage, en particulier dans les zones défavorisées. La possibilité d'une baisse des disponibilités ou d'une hausse des prix alimentaires influençait la politique agricole dans la plupart des pays et conduisait à encourager la production locale, à constituer des réserves et à prendre d'autres mesures pour parer à ces éventualités. La République slovaque était favorable à ce que le processus de réforme tienne compte de la sécurité alimentaire. En résumé, les Membres de l'OMC devaient avoir la latitude nécessaire dans le contexte des réformes pour pouvoir s'occuper des questions autres que d'ordre commercial.

13. La Pologne (NG/W/81) a fait observer que les points de vue sur le rôle multifonctionnel de l'agriculture étaient divergents, de même que les positions quant à la manière d'aborder les préoccupations non commerciales, et qu'une meilleure compréhension de ces questions était nécessaire. La Pologne appuyait la communication de la Suisse demandant de préserver le traitement spécial pour l'agriculture dans le cadre de l'OMC et était du même avis que les CE à propos de l'agriculture et du développement rural et de sa corrélation avec le développement social, en particulier dans les régions à fort taux de chômage. Le développement de l'agriculture n'était pas seulement une nécessité en soi mais était également nécessaire au développement des services et de l'industrie, car elle était un facteur de stabilité et aidait à créer un climat propice à l'investissement. Différents modèles de production agricoles devraient pouvoir continuer à exister et chaque pays avait le droit de suivre des politiques de développement rural différentes. La sécurité alimentaire était la fonction première de l'agriculture. Une offre alimentaire instable ou de brusques variations des prix pouvaient entraîner des tensions sociales aux conséquences imprévisibles. Il était donc nécessaire que les pays maintiennent les capacités de production agricole et tentent de construire des courants d'échanges diversifiés. La Pologne partageait également le point de vue selon lequel on obtenait le niveau optimal de sécurité alimentaire en associant adéquatement production intérieure, échanges et maintien de réserves. Selon la Pologne, ce qui menaçait le plus les collectivités rurales était le chômage, en particulier dans les zones défavorisées où les agriculteurs étaient plus enclins à abandonner leurs exploitations. Dans le même temps, la production de plus en plus intensive, l'industrialisation de l'agriculture et l'influence des modes de vie urbains étaient également à l'origine de problèmes environnementaux comme la pollution des eaux. La Pologne partageait le point de vue exprimé dans le résumé par la Norvège pour qui les Membres devaient bénéficier d'une certaine souplesse leur permettant de recourir à des politiques différentes pour faire face aux situations très diverses qui existaient dans les différents pays. Le processus de réforme imposerait à certains Membres de procéder à des ajustements plus importants que d'autres et il était nécessaire que les

Membres étudiaient les incidences que cela aurait pour les pays qui n'augmenteraient pas leur production ou leurs exportations.

14. Le représentant de la Slovénie a indiqué que son pays présentait une structure de densité de population dispersée alors que la plupart des zones de terre étaient classées par la législation comme étant situées dans des régions défavorisées. Il devait être reconnu que l'agriculture jouait dans les pays à économie de marché un certain nombre de rôles qui échappaient à la règle du marché comme la préservation du patrimoine foncier culturel. Pour la Slovénie, cela signifiait empêcher l'extension incontrôlée des forêts qui apparaissaient lorsque des exploitations étaient abandonnées. La Slovénie était favorable au modèle agricole européen qui, pour elle, signifiait encourager le développement économique des campagnes, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, des produits alimentaires de bonne qualité et la préservation du peuplement des zones rurales. Concrètement, cela posait la question de savoir si les mesures de la catégorie verte et de la catégorie bleue étaient adaptées pour répondre aux préoccupations autres que d'ordre commercial. La Slovénie avait récemment modifié sa politique agricole pour passer à un système de versements directs en fonction de la superficie qui, selon elle, n'avait qu'un effet réduit sur le commerce. D'importants problèmes d'ordre administratif et en matière d'inspection avaient dû être surmontés pour cela. D'autre part, les pays en voie de transition comme la Slovénie avaient besoin de la souplesse offerte par une période de transition plus longue pour ces versements relevant de la catégorie bleue, même si des versements entièrement découplés relevant de la catégorie verte pouvaient constituer l'objectif ultime.

15. L'Estonie comptait elle aussi parmi les coauteurs de la note sur les préoccupations non commerciales et était favorable à l'idée d'accorder un traitement spécial à l'agriculture dans le cadre de l'OMC et de laisser aux Membres une certaine souplesse dans la conception de leur politique agricole. En Estonie, deux aspects spécifiques de l'agriculture retenaient l'attention; premièrement, l'Estonie étant un pays nordique, l'activité agricole devait être menée à bien dans des conditions rigoureuses; et deuxièmement, le processus de transition vers une économie à orientation libérale avait exercé de fortes pressions sur l'agriculture et les activités connexes. Ces problèmes devaient être pris en considération dans la suite du processus de libéralisation de l'agriculture. Dans les années 90, l'Estonie avait entièrement libéralisé son régime de commerce, y compris en permettant l'accès en franchise de droits des produits agricoles à son marché, et l'autosuffisance du pays avait chuté de 125 à 75 pour cent. Ce n'était que dans un passé très récent que de légères mesures de soutien et de protection avaient été adoptées en faveur de l'agriculture, mais malgré cela une grande partie des surfaces agricoles étaient toujours abandonnées, les possibilités d'existence en milieu rural demeuraient non viables et l'emploi agricole continuait de chuter. Si ce processus devait se poursuivre, l'Estonie voulait s'assurer qu'il serait moins difficile. Outre la production de denrées et de fibres, l'agriculture créait aussi d'autres biens d'intérêt public comme l'étaient, par exemple, des campagnes peuplées, le patrimoine culturel et le paysage. On pouvait observer que la plupart des pays en faveur des considérations autres que d'ordre commercial se situaient à la fin de la liste des pays classés d'après leur balance commerciale agricole.

16. Pour le représentant de la Mongolie, il était important que les préoccupations non commerciales entrent en ligne de compte dans les négociations. La Mongolie dépendait de l'agriculture qui était un secteur important pour des raisons politiques, sociales et économiques. Pays sans littoral, ses produits étaient difficiles à commercialiser. Les préoccupations non commerciales devaient être examinées lors des négociations et exprimées dans les règles de l'OMC.

17. La Roumanie a relevé que les préoccupations non commerciales étaient importantes pour un grand nombre de Membres de l'OMC, parmi lesquels des pays développés, des pays en développement, des pays moins avancés et des pays en voie de transition. Tous n'avaient pas à faire face cependant au même type de préoccupations non commerciales. Parmi les six considérations exposées dans la communication, toutes ne revêtaient pas la même importance pour la Roumanie et celle-ci n'adhérait pas au raisonnement dans tous les cas. Cela montrait néanmoins la pertinence des

préoccupations non commerciales pour les négociations ainsi que la nécessité d'en avoir une meilleure compréhension et de rechercher des solutions multilatérales. Pour la Roumanie, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, le développement rural durable et la préservation des collectivités rurales étaient des préoccupations non commerciales valables, pour des raisons analogues à celles qui avaient déjà été exposées par d'autres pays en voie de transition. Il fallait dans un premier temps s'attacher à comprendre chacune des préoccupations non commerciales relevées et ensuite examiner la façon dont chaque Membre pourrait en tenir compte à l'avenir. Certains Membres avaient fait valoir que l'objectif final du processus de réforme était de parvenir à un niveau élevé de libéralisation du commerce et que dans cette optique, il devait être tenu compte des préoccupations non commerciales. La Roumanie souhaitait qu'il y ait accord sur les mesures qui seraient adoptées pour répondre aux préoccupations non commerciales. Si l'on voulait une issue équitable pour les négociations, il fallait regrouper des pays différents en fonction de critères différents.

18. Outre Maurice, qui avait présenté une partie de la note sur les préoccupations non commerciales, un certain nombre d'autres petits pays insulaires en développement, parmi lesquels la Barbade, Fidji, la Jamaïque, la Trinité-et-Tobago, Sainte-Lucie et la Grenade (au nom de certains des membres de la CARICOM) ont également appelé l'attention sur des questions spécifiques intéressant ces pays. Pour la Barbade, la sécurité alimentaire et le développement rural étaient des sujets de préoccupation particuliers et ce pays a insisté sur la nécessité d'une certaine souplesse sur le plan de la mise en œuvre, notamment s'agissant des mesures à la frontière, dans la réponse apportée aux préoccupations non commerciales. Il a été estimé que ce domaine pourrait faire l'objet d'un travail de fond supplémentaire du Secrétariat et la Barbade a indiqué qu'elle présenterait des propositions plus détaillées ultérieurement.

19. Fidji considérait que l'agriculture devrait recevoir un traitement différent par rapport au commerce d'autres produits. Apparemment, tous les Membres semblaient admettre cette spécificité, encore que selon des degrés différents. Pour Fidji, l'objectif des négociations devrait être de parvenir à un résultat juste et équitable qui faciliterait l'intégration des pays en développement et des pays les moins avancés dans l'économie mondiale. À Fidji, malgré une certaine diversification dans le secteur des services, l'agriculture demeurait la base de l'économie. Elle jouait un rôle important dans la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois. Elle jouait aussi un rôle pour la démocratisation en apportant aux habitants pauvres des zones rurales une source de revenus, et la possibilité de participer à la vie politique, à la conservation de l'environnement et à la préservation des sols; ce faisant, elle permettait à des populations de vivre dans les zones rurales et renforçait le rôle des femmes dans le développement rural. Les petits pays insulaires en développement étaient particulièrement vulnérables et les préoccupations non commerciales ne pouvaient pas être dissociées de l'agriculture qui était pour beaucoup d'entre eux le seul moyen de pouvoir commencer à s'intégrer dans l'économie mondiale.

20. Le représentant de la Jamaïque (NG/W86) a noté que même si aucune définition des considérations autres que d'ordre commercial n'était donnée dans la note, il était essentiel que les éléments relevés soient pris en compte dans les négociations. Les points les plus importants en ce qui concernait la Jamaïque étaient la sécurité alimentaire, le développement rural, l'emploi et l'utilisation des sols. La communication de la Commission européenne sur le développement rural exposait certaines des préoccupations des petits pays insulaires qui ne disposaient que de quelques cultures et n'avaient guère de possibilité de se diversifier. Les pays en développement avaient eu besoin d'une certaine souplesse pour élaborer leur politique de développement rural et garantir la stabilité économique et sociale. Le lien entre la sécurité alimentaire et les considérations d'ordre commercial avait été souligné par le document du Japon et de la Corée. La Jamaïque a relevé que la sécurité alimentaire pouvait être compromise par des conflits d'intérêt liés à des considérations autres que d'ordre commercial entre pays importateurs et pays exportateurs et a estimé qu'un cadre international pour la sécurité alimentaire pouvait être une question à considérer lors des négociations sur l'agriculture. Le document sur les pays en développement présenté par Maurice soulignait le rôle de

l'agriculture dans l'économie des pays en développement et la nécessité de faire en sorte que le processus de libéralisation aboutisse à un résultat équitable. Pour la Jamaïque, la difficulté était de faire concorder les objectifs de développement avec la libéralisation des échanges. Relevant que le document consacré par la Norvège à la question de la souplesse soulevait un certain nombre de questions analogues à celles déjà abordées par le Groupe de Cairns, la Jamaïque a estimé que le concept de souplesse devait être défini rigoureusement de façon qu'il ne puisse pas être utilisé à des fins protectionnistes ou pour recourir à des mesures faussant les échanges. Un aspect n'était pas entièrement pris en compte dans les documents, à savoir la vulnérabilité de l'agriculture dans certains pays du fait de la libéralisation engagée unilatéralement dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. La poursuite de la libéralisation pouvait aggraver la situation.

21. La Trinité-et-Tobago a rappelé qu'il était impératif que les considérations autres que d'ordre commercial soient prises en compte dans les négociations comme le prescrivait l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. L'agriculture était très importante pour le développement économique et social de ce pays et la libéralisation des échanges pouvait avoir un effet dommageable en particulier pour les collectivités rurales et concernant la stabilité sociale. Le chômage que connaissait la Trinité-et-Tobago était à l'origine de mouvements d'occupation des terres et d'activités agricoles néfastes telles que la déforestation qui endommageaient le paysage et l'écosystème tant sur les îles que dans les eaux côtières, ce qui était préjudiciable au tourisme. La Trinité-et-Tobago avait besoin de programmes de gestion durable des forêts et des bassins versants ainsi que d'un traitement spécial et différencié pour la sécurité alimentaire, le développement rural et les questions d'environnement.

22. Sainte-Lucie a rappelé que l'importance des considérations autres que d'ordre commercial dans le processus de libéralisation était soulignée dans le préambule et à l'alinéa c) de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. L'intervenante a indiqué que certains économistes avaient estimé que les petits pays devraient porter un plus grand intérêt à la libéralisation, en raison des gains qu'ils pouvaient attendre du commerce, que d'autres pays, mais que la libéralisation de l'agriculture exposait certains petits pays insulaires plus vulnérables à une plus forte concurrence, dans des conditions qu'ils n'étaient pas en mesure de soutenir. Du fait de leurs ressources territoriales limitées et de leur mode de production fondé sur la plantation, ils ne pouvaient pas réaliser d'économie d'échelle. D'un point de vue environnemental, il était préférable de s'en tenir à la culture des bananes jusqu'à ce qu'un substitut valable soit trouvé de façon à pouvoir offrir aux agriculteurs des sources de revenus qui soient compatibles avec la topographie et les besoins environnementaux. La banane était très importante pour l'économie et l'emploi et jouait un rôle vital pour la diversification, car c'était la seule raison pour laquelle des navires faisaient escale dans les îles. Pour des petits pays insulaires vulnérables comme Sainte-Lucie, l'objectif d'assurer durablement leur situation économique signifiait qu'ils devaient se réformer mais il fallait un certain temps pour atteindre cet objectif. La libéralisation des échanges signifiait que les pays devaient ouvrir davantage l'accès à leur marché sans qu'il en résulte un accroissement immédiat de leur propre accès aux marchés. Si Sainte-Lucie prenait bonne note de ce que certains pays estimaient que les préoccupations non commerciales de certains pays ne devraient pas devenir des problèmes commerciaux pour d'autres pays, elle considérait que l'impact réduit de son pays sur le marché mondial rendait peu probable que la prise en compte de ses préoccupations non commerciales serait préjudiciable à d'autres pays, encore qu'elle adhérât au principe selon lequel la formule qui fausserait le moins les échanges devrait être utilisée pour répondre à ces préoccupations. Il n'en restait pas moins que toute libéralisation supplémentaire devait répondre aux préoccupations des petits pays insulaires en développement et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et tenir compte du travail accompli par d'autres institutions comme la CNUCED, la Banque mondiale et le Secrétariat du Commonwealth.

23. Au nom de divers pays membres de la CARICOM, la Grenade (NG/W/67) a exprimé son appui à la note sur les préoccupations non commerciales. La CARICOM était spécialement intéressée par la partie sur la sécurité alimentaire, en particulier s'agissant des pays qui venaient de se retirer d'accords commerciaux préférentiels. Elle était également intéressée par le développement régional,

l'écologie et l'environnement et d'autres considérations. Une certaine souplesse était nécessaire en plus des dispositions déjà prévues au titre de la catégorie verte pour permettre aux pays en développement et aux pays les moins avancés de répondre à leurs préoccupations particulières autres que d'ordre commercial. Les négociations devaient tenir compte de la capacité des pays en développement d'appliquer ces mesures tout en favorisant la progression du processus de réforme. La CARICOM attendait avec intérêt d'œuvrer avec d'autres pour définir des mesures aptes à répondre aux besoins spécifiques des petits pays insulaires en développement, des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des pays qui se sont retirés d'accords préférentiels, et elle présenterait ses propres propositions. La CARICOM a en outre demandé au Secrétariat de l'OMC de prêter son concours pour recenser les considérations autres que d'ordre commercial signalées par les Membres, recenser les dispositions de l'Accord sur l'agriculture et des accords connexes qui traitaient des considérations autres que d'ordre commercial, et faire une synthèse des considérations autres que d'ordre commercial qui ne sont pas couvertes à l'heure actuelle par ces dispositions.

24. D'autres pays ont appuyé différents aspects de la note sur les préoccupations non commerciales, parmi lesquels Chypre, Malte, l'Islande, Madagascar, Sri Lanka, Israël et le Ghana. Chypre notait que les considérations autres que d'ordre commercial étaient importantes pour tous les pays souvent pour des raisons différentes. Chypre était foncièrement attachée au système de commerce international mais estimait que les gouvernements avaient l'obligation de veiller à ce que les biens d'intérêt public soient préservés, et qu'ils devraient pouvoir s'occuper des considérations autres que d'ordre commercial dans le cadre de règles communes et au mieux de leurs intérêts propres. Le problème de l'abandon des terres se posait pour Chypre avec une acuité particulière, eu égard en particulier à la pénurie d'eau dans l'île, et du fait que l'abandon des exploitations avait pour effet une dégradation de l'environnement et que des problèmes de ce genre ne pouvaient pas être laissés aux forces du marché. Les règles devaient être suffisamment souples pour que l'on puisse préserver l'environnement.

25. Le représentant de Malte a dit que le développement social et économique devait être équilibré entre différents secteurs, y compris l'agriculture. Sur une île telle que Malte, l'agriculture posait pourtant de grandes difficultés, mais c'était une activité importante qui faisait partie du patrimoine culturel, historique et géographique de l'île. C'est la raison pour laquelle Malte souscrivait aux communications de la Commission européenne sur le développement rural et l'environnement, et le représentant a proposé que l'OMC instaure des règles qui permettent de répondre aux préoccupations non commerciales. Il a constaté que cette proposition recueillait l'adhésion d'un certain nombre de Membres.

26. L'Islande a déclaré que les Membres devaient avoir la possibilité de poursuivre des intérêts autres que d'ordre commercial pour que les négociations progressent. Selon elle, il était nécessaire d'accorder un traitement spécial au secteur de l'agriculture dans le cadre de l'OMC, étant donné la vocation spécifique de l'agriculture et les objectifs fondamentaux vers lesquels tendaient les considérations autres que d'ordre commercial. Du fait de sa situation géographique, de conditions rendant difficile l'activité agricole et de la rareté de ses ressources naturelles, l'Islande s'en était longtemps remise à sa production nationale dans la mesure où elle l'avait pu. En outre, cet isolement signifiait que le cheptel ne s'était pas immunisé contre la maladie, d'où l'importance particulière des mesures SPS et de la sûreté alimentaire. L'Islande dépendait néanmoins des importations pour la moitié de ses besoins alimentaires intérieurs. Outre la sécurité et la sûreté alimentaires, les questions d'environnement étaient également importantes en raison de la déforestation, de l'érosion des sols et de la désertification. Il était remédié à ces problèmes par des politiques de restauration des terres, de reforestation et de remise en végétation des sols, et certains agriculteurs étaient désormais associés à ces programmes alors que diminuait dans le même temps le nombre de ceux qui exerçaient des activités agricoles traditionnelles. L'Islande se souciait particulièrement de la viabilité des zones rurales, vu sa très faible densité de population et du fait que cette viabilité était l'un des fondements de l'habitat rural. L'Islande estimait que le processus de réforme devrait préserver les droits de tous les



Membres, pays développés comme pays en développement, et qu'il fallait offrir suffisamment de souplesse pour qu'ils puissent mener des politiques visant à répondre à leurs préoccupations non commerciales. Ces mesures ne devaient pas non plus être limitées à la catégorie verte et des disciplines appropriées devaient être élaborées en commun pour parvenir à un résultat équilibré.

27. Le représentant de Madagascar a indiqué que l'agriculture revêtait une grande importance pour son pays où beaucoup d'agriculteurs pratiquaient une culture de subsistance, et que des considérations autres que d'ordre commercial comme le développement rural occupaient une place importante dans la culture du pays. Il était nécessaire que les négociations trouvent un équilibre entre les aspects commerciaux et autres que d'ordre commercial de la poursuite des réformes, en tenant compte de la situation des pays en développement et notamment les moins avancés d'entre eux.

28. Le représentant de Sri Lanka estimait que l'agriculture avait un rôle à jouer outre la production de denrées et de fibres et remplissait d'autres fonctions sur lesquelles reposait le développement social et économique du secteur rural. Chaque pays avait ses priorités et à Sri Lanka, l'agriculture était très importante pour l'économie et l'emploi dans les zones rurales. Parmi les biens du domaine public produits par l'agriculture, il y avait les services qu'elle rendait à la société comme le développement rural, la sécurité alimentaire, la création de débouchés pour l'emploi et la réduction de la pauvreté, et tous ces apports devaient être analysés et pris en compte dans les négociations comme cela était prescrit à l'alinéa c) de l'article 20.

29. Le représentant d'Israël a souligné l'importance que revêtent certaines considérations non commerciales pour son pays, notamment pour ce qui est de maintenir une répartition rationnelle de la population et d'offrir des bases économiques aux petites collectivités rurales isolées, et aussi leur rôle à l'égard de l'environnement, pour le présent et pour l'avenir, et concernant la sécurité alimentaire. Les Membres pourraient s'intéresser aux problèmes particulièrement graves qu'entraînent les pénuries d'eau, qui devaient faire l'objet d'une attention et d'un appui spécifiques. Pour le représentant d'Israël, les agriculteurs devaient être aidés pendant les périodes de fortes perturbations des marchés, ou lorsque les prix chutaient localement ou sur les marchés d'exportation, pour leur permettre de survivre et de commencer une autre saison comme exploitants s'ils le souhaitaient. L'objectif de base des politiques concernant l'agriculture devrait être de réduire au minimum les interventions sur le marché et de laisser les agriculteurs gérer leur activité, mais d'apporter une assistance pendant les périodes difficiles. Israël souscrivait aussi aux points évoqués dans la communication sur la sécurité alimentaire, en particulier à une époque où la population mondiale augmentait et la superficie des terres agricoles diminuait, encore que ces considérations ne devaient pas faire obstacle au commerce. Un consensus paraissait se dégager pour estimer que le processus de libéralisation des échanges devait se poursuivre et il était clair que tous les Membres avaient des préoccupations autres que d'ordre commercial. Ce qu'il fallait à présent, c'était tenter d'établir un cadre acceptable de règles internationales d'après lequel les Membres pourraient élaborer leurs politiques agricoles.

30. Le Ghana a fait observer que, par définition, les considérations non commerciales ne concernaient pas le commerce et que, partant, les mesures prises pour y remédier ne devaient pas toucher le commerce et fausser celui-ci. Les négociations devaient tenir compte de ces considérations comme le prescrivait l'alinéa c) de l'article 20, mais le Ghana souhaitait voir les propositions qui seraient faites sur les moyens d'y répondre pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'effet de distorsion sur les échanges.

31. Le représentant du Venezuela a noté que l'article 20 imposait de tenir compte des considérations autres que d'ordre commercial dans le cadre du processus de réforme, dont l'objectif à long terme était un système de commerce des produits agricoles équitable et orienté vers le marché. Le Venezuela était concerné par le développement rural, le développement agricole et la sécurité alimentaire, et ces questions devaient être prises en considération dans les négociations, dont le résultat devait garantir aux pays en développement la possibilité de recourir à des dispositions

efficaces concernant le traitement spécial et différencié pour promouvoir leur développement agricole et leurs zones rurales.

32. Un certain nombre de pays, parmi lesquels la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, la Colombie, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil, la Bolivie, la Namibie, le Chili, les États-Unis, l'Australie, le Guatemala, le Maroc, le Canada, le Pakistan, le Mexique, le Nigéria, l'Égypte et l'Uruguay, ont fait observer que les questions soulevées à titre de préoccupation autre que d'ordre commercial étaient importantes pour les négociations sur le commerce, mais qu'il était plus utile de débattre des mesures utilisées pour répondre à ces préoccupations. Des politiques faussant les échanges ne devaient pas être utilisées pour traiter les considérations autres que d'ordre commercial. D'autre part, il convenait de noter que les préoccupations non commerciales étaient différentes pour les pays développés et les pays en développement, et que les pays développés disposaient de quelque souplesse pour répondre à ces préoccupations du fait de leurs moyens financiers supérieurs.

33. La Nouvelle-Zélande a noté qu'elle avait la chance, comme d'autres pays développés, de disposer d'un large éventail d'options pour sa politique, parmi lesquelles elle pouvait se permettre de choisir. Selon elle, le débat sur les préoccupations non commerciales devrait se concentrer sur les pays en développement. Dans le cadre du Groupe de Cairns, elle avait présenté des propositions sur les considérations autres que d'ordre commercial dans les pays en développement qui portaient sur le développement rural, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Il ne servait pas à grand-chose de continuer à débattre de façon générale des préoccupations non commerciales ou de se référer de façon vague à la notion de souplesse alors que l'important était les instruments d'intervention spécifiques. Ce qu'il fallait en revanche, c'était débattre des questions spécifiques qui pouvaient découler de la suppression des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne faussant les échanges, ou d'améliorations considérables de l'accès au marché. La Nouvelle-Zélande n'avait pas encore vu de preuve convaincante qu'il soit nécessaire de maintenir des mesures de soutien et de protection pour satisfaire aux considérations non commerciales, et elle n'acceptait pas non plus l'idée que les préoccupations non commerciales soient limitées à l'agriculture ou l'idée que tous les avantages qui en découleraient étaient des biens d'intérêt public qui nécessitaient l'intervention publique. Elle n'était pas convaincue que les pays développés qui appliquaient des niveaux élevés de protection et de soutien aient besoin d'un traitement spécial dès l'instant où l'Accord sur l'agriculture offrait déjà suffisamment de possibilités pour des mesures de soutien ayant un effet de distorsion nul ou minimal sur les échanges, ce que paraissaient admettre les communications sur le développement rural et l'environnement. La Nouvelle-Zélande attendait de voir des propositions précises sur les moyens précis par lesquels les préoccupations non commerciales pourraient être traitées, notamment de la part des pays en développement.

34. La Thaïlande estimait comme Maurice que les pays en développement n'avaient pas les ressources qui leur permettraient de recourir à la catégorie verte et que celle-ci devait être réexaminée pour tenir compte de leurs préoccupations. Cela dit, la véritable solution au problème de la sécurité alimentaire était de permettre aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de développer leur propre production nationale, mais ce n'était pas chose facile dès lors qu'ils se trouvaient en concurrence sur leurs marchés nationaux et leurs marchés d'exportation avec des exportations subventionnées en provenance d'autres pays. Le problème ne se posait pas pour les pays qui avaient la possibilité de financer des mesures de soutien sans effet de distorsion, mais pour les pays qui n'en avaient pas les moyens et devaient être compétitifs face à des productions et à des exportations subventionnées.

35. Pour la Colombie (NG/W/64), appuyée par l'Argentine, il fallait faire une distinction entre la politique et le concept économique de sécurité alimentaire. D'un point de vue économique, les arguments des pays riches concernant la production nationale et la sécurité alimentaire étaient très faibles. En effet, ces pays disposaient de monnaies convertibles et d'un commerce diversifié, et l'alimentation n'y représentait qu'une faible part du budget des ménages. Pour les pays pauvres qui

étaient tributaires de la vente de produits de base et devaient faire face aux fluctuations de prix, les choses étaient bien différentes. Les problèmes liés à la production ou aux prix avaient une incidence bien plus grave pour ces pays que dans les pays riches. La Colombie avait des préoccupations non commerciales telles que le chômage, en particulier dans les zones rurales, ou l'extrême pauvreté, et elle recherchait d'autres modes de développement pour permettre aux habitants de ses régions rurales de trouver du travail. Par contre, elle refusait d'admettre que les pays développés ne pouvaient pas répondre à leurs préoccupations non commerciales en utilisant la catégorie verte. En aucun cas les préoccupations non commerciales des pays riches ne devaient devenir les problèmes commerciaux des pays pauvres.

36. L'Argentine était préoccupée par des considérations autres que d'ordre commercial pour lesquelles les distorsions du commerce international avaient de graves répercussions telles que la pauvreté rurale, le chômage et l'environnement. La pauvreté rurale était à l'origine des migrations à partir des campagnes vers les villes surpeuplées où le chômage augmentait. L'Argentine a constaté que le soutien interne avait augmenté de façon spectaculaire dans les pays de l'OCDE depuis le début des crises financières asiatiques et que cela avait eu concrètement pour effet de transférer les coûts d'ajustement vers des marchés tiers. Ces aides avaient déprimé les prix encore davantage et endommagé l'activité économique dans d'autres pays. En outre, la diversification et la production de produits à valeur ajoutée étaient empêchées par la progressivité des droits dans les pays développés, qui forçait les pays en développement à miser sur la production de produits de base au coût le plus bas possible. Cela n'était pas seulement préjudiciable à la production industrielle mais aussi à l'environnement et à l'emploi, les producteurs étant contraints d'accroître la production et de réduire les coûts, souvent par des moyens qui n'étaient pas sans danger pour l'environnement. Par ailleurs, les politiques de l'environnement étaient par nature des politiques à long terme, mais les distorsions du marché international dont certains pays développés étaient la cause envoyaient un mauvais signal aux investisseurs et aux exploitants agricoles. L'Argentine ne pouvant pas recourir aux subventions avait besoin de débouchés stables pour sa production sans être concurrencée par des productions et des exportations subventionnées pour pouvoir mener ses politiques de l'environnement dans une perspective à plus long terme.

37. Pour l'Afrique du Sud (NG/W/82), ce n'était pas nier l'importance des préoccupations non commerciales que de noter que ces considérations étaient un facteur à prendre en compte lors des négociations tout en gardant comme objectif la mise en place d'un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché. L'Afrique du Sud attachait en effet beaucoup d'importance aux deux considérations autres que d'ordre commercial figurant dans le préambule, à savoir la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement. Ce qui importait néanmoins pour la poursuite de la réforme était la façon dont ces questions étaient traitées. De l'avis de ce pays, peu de pays verraient un inconvénient à ce que les préoccupations non commerciales soient traitées par des mesures sélectives et sans incidence sur les échanges, et il importait que les préoccupations non commerciales d'autres pays ne deviennent pas des problèmes commerciaux pour l'Afrique du Sud.

38. L'Inde a indiqué qu'elle avait déjà présenté une note sur les préoccupations non commerciales et les pays en développement dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements. Si elle était satisfaite de voir que les préoccupations non commerciales étaient reconnues comme des questions importantes à traiter, elle s'inquiétait de ce que la distinction qui séparait les préoccupations non commerciales des pays développés et celles des pays en développement soit quelque peu oubliée dans la discussion, et elle tenait à souligner que ces considérations n'étaient pas les mêmes pour des Membres différents. Puisqu'il y avait des différences de connotation et de perception et des divergences quant aux questions auxquelles renvoyait la notion de préoccupations non commerciales, l'Inde a souligné que l'important était surtout de veiller à ce que les mesures qui seraient utilisées pour y répondre ne représentent pas une contrainte pour les pays en développement et, s'agissant des mesures de souplesse qui seraient proposées, de faire en sorte qu'elles soient autant que possible sans incidence sur les échanges. Pour l'Inde, la principale préoccupation non commerciale était la sécurité

alimentaire et elle s'était inspirée pour la définir de la définition du Sommet mondial pour l'alimentation de la FAO qui lui donnait le sens d'accès physique et économique à l'alimentation. Cela ne signifiait pas seulement un niveau minimal d'autosuffisance mais également la préservation des moyens d'existence des agriculteurs. De la même manière, le développement rural ne recouvrait pas seulement les infrastructures rurales mais aussi la réduction de la pauvreté. L'Inde exprimait l'espoir qu'un accroissement de la production agricole relèverait les revenus et le niveau de vie dans les pays en développement, ce qui améliorerait par voie de conséquence l'accès à l'alimentation.

39. Le Brésil (NG/W/62) a noté que s'il appartenait à chaque gouvernement de décider des objectifs de sa politique, les instruments qu'il pouvait utiliser pour atteindre ces objectifs étaient soumis à la négociation. Pour se garder d'une situation où seuls les intérêts des plus puissants prévaudraient, il était nécessaire de poser des limites à ce droit d'utiliser des instruments d'invention différents. Il était regrettable que la note sur les préoccupations non commerciales ne précise pas quels étaient les instruments proposés. Le Brésil était un pays en développement qui devait faire face à des questions environnementales majeures, avait une vaste population rurale et était aux prises avec des difficultés d'ordre financier, technique et infrastructurel. Cependant, le Brésil avait géré ses intérêts non commerciaux soit en s'appuyant sur les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, soit en recourant aux mesures dites de la catégorie verte. Le Brésil constatait que certaines modifications pourraient être apportées à la catégorie verte pour tenir compte des situations spécifiques des pays en développement. La protection de l'environnement faisait partie des considérations autres que d'ordre commercial et les agriculteurs brésiliens pratiquaient l'assolement pour prévenir l'érosion des sols et réduire le risque de maladies. Ce mode de production ne nécessitait pas d'aides financières et réduisait en fait les coûts de production. Le représentant a fait observer que si les importations, la constitution de réserves et la production nationale étaient les trois éléments de la sécurité alimentaire, la production nationale devait être durable et ne pouvait pas reposer sur des subventions. C'est un panachage de ces politiques qui était appliqué au Brésil, qui était le plus gros importateur de blé au monde, maintenait des réserves et cherchait à améliorer la production sans pour cela avoir recours à des mesures qui faussaient le commerce. Si chaque Membre était en droit de combiner selon sa préférence les trois éléments en question, il n'en devait pas moins permettre la libre circulation des marchandises pour parvenir à une véritable sécurité alimentaire. Le Brésil a relevé que le riz avait été cité comme exemple de produit dont le volume d'échange était faible par rapport à la demande intérieure dans certains pays; or ce faible volume d'échange était la conséquence directe d'un marché fortement réglementé et protégé. Si le marché du riz était libéralisé, les volumes échangés augmenteraient, ce qui contribuerait à la sécurité alimentaire. En fait, la plupart des politiques présentant un intérêt pour les pays en développement pouvaient être prises en compte par les dispositions relatives au traitement spécial et différencié sans affaiblir le processus de libéralisation de l'agriculture, et le Brésil rejetait toute idée de contradiction entre la prise en compte des considérations autres que d'ordre commercial et la poursuite du processus de libéralisation du commerce. Les pays en développement étaient dans l'erreur lorsqu'ils pensaient qu'il était besoin de politiques motivées par les considérations autres que d'ordre commercial pour les aider à atteindre leurs objectifs de développement. Les préoccupations non commerciales, en particulier celles des pays développés, ne devaient pas être assimilées aux exceptions justifiées à la règle générale dont les pays en développement pouvaient avoir besoin. Les solutions à apporter pour ces exceptions seraient abordées lors des négociations dans le cadre du traitement spécial et différencié tandis que les considérations autres que d'ordre commercial seraient prises en compte ainsi que le prescrivait l'article 20. En tant que pays en développement, le Brésil ferait valoir les exceptions dont les pays en développement avaient besoin pour répondre à leurs préoccupations non commerciales au titre du traitement différencié. Diviser les Membres de l'OMC en une multitude de petits groupes, comme les pays insulaires en développement, les pays émergents, les pays importateurs nets de produits alimentaires, les grands pays agricoles, etc., et tenir compte d'une multitude d'intérêts spécifiques comme le développement rural, le paysage, le rôle des femmes dans le développement rural, la lutte contre la pauvreté rurale, etc., n'aboutiraient qu'à des règles faibles et inapplicables. Les pays les plus riches et les plus puissants seraient à même d'agir à leur guise et tous ces groupes différents de pays

moins riches et moins puissants en souffriraient. Un ensemble de règles fragmenté et divisé serait bien pire qu'un ensemble unique de règles compréhensibles et applicables.

40. La Bolivie (NG/W/61) a souligné la différence qui sépare les préoccupations non commerciales des pays développés et celles des pays en développement et le fait que les politiques faussant le commerce appliquées dans d'autres pays étaient préjudiciables aux intérêts non commerciaux de la Bolivie. Elle a fait observer que la sécurité alimentaire n'obligeait pas les pays à être autosuffisants et que c'étaient les caractéristiques propres à chaque pays qui déterminaient dans quelle mesure cela était réalisable. La sécurité alimentaire ne devait pas être un prétexte pour permettre aux pays de recourir à des mesures de soutien qui faussaient les échanges. La Bolivie constatait que les économies des pays en développement non seulement étaient plus réduites mais que le secteur agricole en représentait une part bien plus grande. Les subventions à la production et aux exportations accordées dans d'autres pays compromettaient leur sécurité alimentaire et mettaient à mal leur stabilité politique et sociale en accroissant la pauvreté, notamment dans les zones rurales. Cela entraînait des migrations vers les centres urbains et de ce fait un accroissement de la pauvreté urbaine. La lutte contre la pauvreté était le principal objectif des politiques suivies par les pays en développement. Dans le cadre des négociations sur l'agriculture, la sécurité alimentaire en tant que préoccupation non commerciale ne pouvait pas être abordée de façon générale. Garantir la sécurité alimentaire de tous les Membres, cela signifiait élaborer des engagements spécifiques et s'abstenir de recourir à des subventions faussant les échanges. La Bolivie s'est également interrogée sur la nécessité de recourir à des mesures de soutien faussant les échanges pour protéger l'environnement et a constaté que les pays développés étaient enclins à utiliser de grandes quantités de pesticides et d'autres intrants nocifs pour l'environnement. En outre, les plus grandes sources de pollution se trouvaient dans les principaux centres industriels, et la Bolivie a relevé le paradoxe qui voulait que les pays industriels qui avaient la plus forte pollution se servent par ailleurs de l'environnement pour justifier des subventions en faveur de l'agriculture. Les agriculteurs des pays en développement devaient proposer des produits à faible coût pour pouvoir concurrencer la production subventionnée de certains pays développés et ces méthodes agricoles n'étaient pas toujours compatibles avec une protection de l'environnement. En Bolivie, où l'agriculture était indispensable à l'économie et où la pauvreté rurale était élevée, il était admis que les préoccupations non commerciales étaient des problèmes réels dont il fallait tenir compte, mais sans qu'elles deviennent un prétexte pour ne pas accorder un meilleur accès aux marchés ou qu'elles soient utilisées arbitrairement par ceux qui voulaient continuer de recourir à des pratiques qui faussaient les échanges.

41. La Namibie (NG/W/76) a fait valoir que les auteurs de la note sur les préoccupations non commerciales paraissaient vouloir invoquer l'article 20 pour légitimer toutes les formes de soutien à l'agriculture, en leur attribuant une fonction d'utilisation des sols fondée sur la tradition et la culture, une fonction d'offre fondée sur la capacité des pays de réagir au jeu des forces du marché, des caractéristiques étrangères à l'évaluation économique comme la beauté du paysage, ou en les rattachant au droit qu'ont les pays de subvenir à leurs propres besoins alimentaires. La Namibie avait un régime agricole relativement libéral et ne recourait à pratiquement aucune mesure faussant les échanges. La fonction utilisation des sols était élevée dans les campagnes, mais le champ d'intervention des pouvoirs publics était limité par leurs faibles revenus et des distorsions dans la répartition des revenus. En outre, les pluies peu abondantes, la faiblesse des infrastructures, le bas niveau d'accumulation du capital et un sous-investissement chronique faisaient que l'agriculture ne pouvait pas réagir rapidement aux variations de prix. La Namibie prenait note avec préoccupation des arguments fondés sur les externalités positives, compte tenu en particulier de la dureté des conditions d'exploitation agricole dans ce pays. La Namibie notait également que l'autosuffisance alimentaire était contraire à l'esprit des négociations dont l'objectif était une plus grande liberté du commerce, et que, pour sa part, ses politiques s'attachaient à promouvoir la sécurité alimentaire au niveau national et dans les ménages. La Namibie était préoccupée par la possibilité que la notion de multifonctionnalité soit utilisée pour masquer des mesures qui faussent le commerce des produits agricoles, et elle hésitait à en accepter une définition au sens large. Elle admettait néanmoins que

certaines considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en compte lors des négociations. Il s'agissait, pour la Namibie, de la sécurité alimentaire, de la pauvreté rurale, du chômage et de la dégradation de l'environnement. La Namibie a noté que les considérations autres que d'ordre commercial, à l'article 20, étaient traitées de façon vague et que cette disposition pouvait donner lieu à des abus, contrairement à la disposition relative au traitement spécial et différencié qui était expressément prévue pour les pays en développement. La Namibie a relevé également que des préoccupations telles que la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté étaient à différencier de considérations telles que la question du paysage qui était un luxe pour des populations souffrant d'insécurité alimentaire. La Namibie pouvait considérer avec bienveillance, comprendre et appuyer le cas des Membres qui avaient des préoccupations non commerciales légitimes, mais ces préoccupations, leur portée, leur valeur et les incidences du soutien devaient être clairement définies. En dernier lieu, la Namibie a réitéré la préoccupation exprimée par l'Inde et l'Afrique du Sud de faire en sorte que les préoccupations non commerciales d'un pays ne deviennent pas les problèmes commerciaux d'autres pays.

42. Le représentant du Chili a rappelé que l'Accord de Marrakech reconnaissait lui-même l'importance des considérations autres que d'ordre commercial, et que l'instauration d'un système de commerce non discriminatoire était un moyen et pas une fin en soi. À son avis, il s'agissait d'un euphémisme et il était plus constructif de parler de préoccupations sociales, environnementales et économiques. Le problème n'était pas seulement d'avoir le droit de répondre à ces préoccupations; comme la Corée l'avait indiqué, c'était en fait une obligation. Or, on avait besoin de savoir comment ces considérations devaient être traitées et quels instruments d'intervention devaient être utilisés, parce que ces facteurs avaient une incidence sur le bien-être d'autres sociétés. Les mesures de soutien à la production appliquées dans d'autres pays avaient pour effet d'aggraver la pauvreté des agriculteurs chiliens. Chaque société accordait une priorité différente à des intérêts non commerciaux différents, mais comme l'avaient relevé l'Inde, la Bolivie, la Nouvelle-Zélande, la Namibie et d'autres pays, les préoccupations non commerciales étaient très différentes selon que l'on était un pays développé ou un pays en développement. Pour le Chili, la priorité était d'éliminer la pauvreté. Cela passait par des progrès en matière d'éducation et de santé et donc par une amélioration des revenus, laquelle, du fait que la pauvreté était concentrée dans les régions rurales, passait par des prix plus avantageux et plus stables pour les produits de base. Pour y parvenir, il fallait supprimer les subventions qui faussaient les échanges et améliorer l'accès aux marchés, et c'est cela qui permettrait au Chili de préserver son paysage. La libéralisation du commerce des produits agricoles était un aspect fondamental de la réponse aux préoccupations non commerciales du Chili. Des études de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes avaient montré que bon nombre de pays d'Amérique latine avaient des taux très élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté, et que seules l'ouverture des marchés et la suppression des subventions pouvaient améliorer la production et la sécurité alimentaire et générer des revenus acceptables; il n'y avait pas de commune mesure entre de tels besoins et les besoins de pays comparativement riches. Certains de ces pays donnaient l'impression de vouloir que les pays pauvres continuent de payer le prix de leurs préoccupations non commerciales. Ces préoccupations devaient être traitées au moyen d'instruments qui n'avaient pas pour effet de fausser les échanges ou de fermer les marchés. Il était temps d'arrêter de débattre de généralités et de concepts et de produire des propositions concrètes fondées sur les prescriptions de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. Enfin, l'intervenant a noté que le Ministre égyptien des affaires extérieures avait déclaré à la réunion ministérielle du Groupe de Cairns, au Canada, que l'idée selon laquelle la multifonctionnalité était une notion propre à l'agriculture était un mythe et que cette question devait être traitée au moyen d'instruments qui faussaient les relations économiques fondamentales. Ce dernier avait fait valoir que les pays en développement avaient été engagés à faire des choix politiques et économiques difficiles lorsqu'ils avaient intégré l'économie mondiale et qu'il n'était que justice que des choix analogues ne soient pas épargnés aux pays développés.

43. Les États-Unis souscrivaient à bon nombre des observations formulées par le Chili. Les États-Unis étaient conscients du rôle particulier que l'agriculture tient dans les sociétés. La position

selon laquelle la poursuite du processus de réforme devait tenir compte des considérations autres que d'ordre commercial et du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, comme le prescrivait l'article 20, avait l'appui des États-Unis. Ce pays attendait avec intérêt de prendre connaissance des propositions de réforme spécifiques qui seraient faites pour traiter ces questions d'une manière qui ne fausse pas les échanges, et de participer aux travaux qui seraient menés en 2001 dans le cadre des discussions techniques sur le soutien interne pour mettre au point des stratégies de prise en compte des préoccupations non commerciales qui ne faussent pas les échanges.

44. Le représentant de l'Australie (NG/W/59) a noté qu'il était admis par tous les pays que l'article 20 prescrivait que les négociations devaient tenir compte des considérations autres que d'ordre commercial, et que ces considérations étaient importantes. La communication ne contenait rien de nouveau par rapport au processus AER et aux travaux préparatoires de la Réunion ministérielle de Seattle. Or, les Membres de l'OMC se trouvaient à présent dans une phase de négociation et cela supposait de faire des propositions concrètes pour l'action, et non des déclarations politiques générales. L'OMC ne s'occupait pas de savoir ce qu'étaient des préoccupations non commerciales légitimes mais s'intéressait aux moyens d'y répondre. Les négociations devaient se poursuivre en ne perdant pas de vue que l'article 20 indiquait que les considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en compte lors des négociations, mais qu'elles n'étaient pas l'objectif des négociations. Il a fait observer, s'agissant des pays en développement intéressés par des préoccupations non commerciales, notamment la sécurité alimentaire et le développement rural, que ces questions étaient examinées dans les propositions du Groupe de Cairns.

45. Le Guatemala pensait également que les considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en compte mais n'étaient pas le point central des négociations. Le Guatemala perdrait des débouchés commerciaux si des instruments qui faussaient les échanges étaient utilisés dans d'autres pays, au préjudice de son économie. Les préoccupations non commerciales devaient donc être inscrites dans le cadre d'une "catégorie verte" après s'être dûment assuré qu'il était répondu à ces préoccupations par des instruments qui n'avaient pas d'effet de distorsion sur les échanges.

46. Le Maroc a noté que les documents présentés soulevaient un certain nombre de questions s'agissant du développement du commerce et des économies. L'agriculture était une activité économique primordiale et une importante source d'emploi au Maroc où elle était un facteur de stabilité générale tant sur le plan économique que politique. Au Maroc, la migration vers les régions urbaines était un problème certain qui avait sa solution dans le développement rural. L'investissement dans les infrastructures en milieu rural était une nécessité. Il pouvait jouer un rôle moteur dans le développement rural en mettant fin à l'isolement des collectivités rurales, en donnant à celles-ci la possibilité de commercialiser leurs produits et en leur apportant les techniques permettant d'améliorer la production. La sécurité alimentaire était une autre question décisive et les problèmes de production empêchaient l'accès à une alimentation suffisante matériellement et économiquement. Les facteurs qui déterminaient l'accès matériel à l'alimentation étaient en partie liés aux guerres et aux conflits, problèmes que partageaient les pays développés et les pays en développement mais qui étaient bien plus courants dans les pays pauvres. L'accès économique était quant à lui déterminé par des facteurs liés aux finances qui étaient plus délicats dans les pays en développement. Si le pouvoir d'achat était un facteur déterminant qui pouvait, dans une certaine mesure, être amélioré grâce à la réforme structurelle, qui pourrait faire augmenter la production et le niveau de vie, il convenait de souligner que ces réformes n'auraient de résultat probant que si la production pouvait être vendue, ce qui nécessitait des possibilités d'accès aux marchés. Les pays en développement avaient peu de fonds à consacrer au développement de leur production par rapport au soutien dont bénéficiait l'agriculture dans les pays développés, d'où il ressortait que toute décision permettant des aides à l'agriculture avantagerait les pays développés qui avaient les moyens d'accorder des aides. La question que soulevait ce document était de savoir comment un soutien accru en faveur de l'agriculture dans les pays développés pouvait permettre aux pays en développement d'améliorer leur situation et leur niveau de vie en particulier.

47. Le Canada a indiqué que comme d'autres pays, il avait des préoccupations autres que d'ordre commercial et poursuivait des objectifs en ce qui concerne la viabilité des collectivités rurales, la protection de l'environnement et l'accès à une offre de produits alimentaires sûrs et nutritifs. Le problème n'était pas ces préoccupations elles-mêmes, mais la façon de les mettre en application sans fausser les échanges. Des observations intéressantes avaient été faites pendant le débat et le Canada pouvait souscrire au point de vue du Japon et de la Corée, qui avaient estimé que les disciplines visant les restrictions à l'exportation n'étaient pas suffisantes. En fait, le Canada – outre qu'il militait en faveur de la suppression des subventions à l'exportation – s'employait aussi à ce que des règles soient adoptées pour soumettre à des disciplines les taxes et restrictions à l'exportation, notamment en interdisant l'inclusion des produits et denrées alimentaires dans les embargos commerciaux décidés pour des motifs de sécurité nationale. Il était également favorable à la proposition de la Norvège tendant à ce que les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les pays importateurs nets de produits alimentaires, bénéficient d'un meilleur accès aux marchés non seulement de la part des pays développés, mais également des pays en développement. Le Canada prenait note également de la demande appelant à ce qu'une certaine souplesse soit laissée dans la conception des politiques nationales et de la nécessité de tenir dûment compte de la diversité des situations dans les différents pays, mais a rappelé que cela ne devait pas donner carte blanche pour appliquer n'importe quel type de politique. Le Canada était disposé à débattre de mesures visant à répondre aux préoccupations commerciales, mais en partant du principe qu'elles ne devaient pas entraîner de problèmes à l'exportation pour d'autres pays. Le Canada contestait l'idée que des politiques qui limitaient l'accès aux marchés, soutenaient la production et faussaient les échanges puissent être compatibles avec l'objectif de création d'un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché. Certes, la catégorie verte n'était peut-être pas parfaite, mais elle permettait de tenir compte de questions qui ne se rattachaient pas au marché comme la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement. Le Canada était ouvert à la discussion quant aux moyens de donner suite aux préoccupations des pays en développement et des pays les moins avancés dans le cadre de la catégorie verte, mais les mesures qui favorisaient les producteurs d'un pays au détriment des producteurs d'autres pays devaient être supprimées et remplacées par des mesures qui ne faussaient pas les échanges.

48. Le Pakistan a rappelé que les considérations autres que d'ordre commercial étaient un élément de l'article 20 et a indiqué que certaines des questions soulevées dans la communication étaient importantes pour ses intérêts économiques et les intérêts de son développement. Néanmoins, ces considérations ne devaient pas empêcher la poursuite du processus de libéralisation. L'agriculture était au cœur de l'économie pakistanaise et son rôle était décisif à bien des égards: dans le développement rural, pour la création d'emplois, du fait qu'elle assurait un revenu à la majorité de la population, en tant que secteur de l'économie qui absorbait bon nombre des difficultés économiques et en matière de sécurité alimentaire. Le Pakistan relevait cependant que la sécurité alimentaire avait apparemment des sens différents pour les pays développés et les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de produits alimentaires. Comme l'Inde, le Pakistan a fait valoir que dans la prise en compte des préoccupations non commerciales, les Membres devaient se demander quelles mesures faussaient les échanges et quelles mesures étaient sans incidence. Il était nécessaire à présent de proposer des mesures concrètes de façon que les incidences commerciales puissent être évaluées. Une telle démarche aiderait les Membres à mettre au point des solutions tout en garantissant que les préoccupations non commerciales n'entraîneraient pas de distorsions supplémentaires.

49. Le Mexique avait entendu avec intérêt les interventions des pays en développement. Ces derniers avaient soulevé des questions comme l'emploi, les mesures visant à lutter contre la pauvreté, les politiques de développement rural, les politiques visant à promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies et les mesures pour l'investissement dans les infrastructures, toutes préoccupations légitimes auxquelles des réponses pouvaient être apportées. Des solutions pouvaient être trouvées dans le principe du traitement spécial et différencié qui figurait dans l'actuel Accord sur l'agriculture



ou dans d'autres cadres qui pourraient être déterminés au cours des négociations. D'autres préoccupations soulevées par d'autres pays pouvaient trouver des solutions dans le cadre de l'actuelle catégorie verte. Néanmoins, le Mexique s'inquiétait de ce que, dans la recherche de solutions aux préoccupations non commerciales, certains pourraient tenter de créer des obstacles au commerce, visant notamment les importations en provenance de pays en développement, ou que cela puisse aboutir au renforcement ou au maintien de mesures de soutien interne ou de subventions à l'exportation qui faussaient les échanges. Toute mesure prise pour répondre aux préoccupations non commerciales devait être neutre du point de vue des échanges.

50. Le Nigéria a appuyé les déclarations faites par la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Brésil et la Namibie. L'objectif de l'article 20 était la poursuite du processus de réforme. Sans doute tous les Membres avaient-ils des préoccupations autres que commerciales, mais il était surprenant de voir des pays développés invoquer ces questions lorsqu'ils pouvaient déjà remédier à leurs préoccupations dans le cadre des dispositions existantes de l'Accord sur l'agriculture ou des engagements déjà pris au titre de l'Accord. Par ailleurs, les régions rurales des pays développés étaient mieux développées que les villes et les agglomérations urbaines du Nigéria et n'étaient pas exposées à des problèmes récurrents d'approvisionnement en produits alimentaires. À l'opposé, les collectivités paysannes des pays en développement, en l'absence de tout programme de réduction de la pauvreté, luttaien pour survivre dans les situations difficiles qui étaient les leurs actuellement. De ce fait, la productivité et la sécurité alimentaire étaient bien souvent en recul, et dès lors, les pays en développement devaient pouvoir employer des mesures spécifiques pour faire face à ces problèmes non commerciaux. Il était nécessaire que les négociations ne perdent pas de vue l'objectif de l'article 20 qui était la poursuite du programme de réforme du commerce des produits agricoles.

51. Pour l'Égypte, l'agriculture était un secteur-clé de l'économie qui apportait une proportion élevée de revenus et d'emplois. La plupart des actifs agricoles étaient employés dans de petites exploitations familiales et une diminution des revenus résultant de la libéralisation du commerce avait également des conséquences pour l'emploi rural, le développement rural, la sécurité alimentaire et la stabilité économique et sociale. Même si l'Égypte était actuellement un pays importateur net de produits alimentaires, ses perspectives à long terme étaient encourageantes. Concilier les objectifs à court et à long terme posait de vraies difficultés au pays, mais quelques progrès avaient été accomplis sur la voie de la libéralisation. Il n'en restait pas moins que les engagements prévus dans l'Accord sur l'agriculture n'avaient guère contribué à libéraliser le commerce des produits agricoles ou à améliorer l'accès aux marchés des pays en développement. Le processus de réforme devait à présent tenir compte de considérations légitimes telles que la sécurité alimentaire, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, les conséquences néfastes possibles pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et la protection de l'environnement. La notion de préoccupation non commerciale ne devait pas être élargie en faveur d'autres ensembles de pays à d'autres éléments ou d'autres objectifs pour les politiques. Le Ministre égyptien de l'économie et du commerce avait en effet déclaré à Banff, à la réunion ministérielle du Groupe de Cairns, que dès lors que les pays en développement avaient été engagés à faire des choix politiques et économiques difficiles lorsqu'ils avaient intégré l'économie mondiale, ce qui continuait de poser des difficultés à l'Égypte, ce n'était que justice que des choix analogues ne soient pas épargnés aux pays développés.

52. Le représentant de l'Uruguay a relevé que les Membres avaient des préoccupations autres que commerciales légitimes de même qu'ils avaient des préoccupations commerciales légitimes. S'agissant des considérations d'ordre commercial, les Accords issus du Cycle d'Uruguay aidaient à déterminer les mesures qui étaient légitimes et celles qui ne pouvaient pas être admises. De la même manière, certaines mesures inspirées par des considérations autres que d'ordre commercial étaient légitimes et d'autres n'étaient pas acceptables. Pour l'Uruguay, les mesures prises pour répondre à toutes préoccupations, qu'elles soient d'ordre commercial ou autres, ne devaient pas fausser ni restreindre les échanges. Pour les pays en développement, les dispositions relatives au traitement

spécial et différencié pouvaient être utilisées. L'article 20 stipulait que les considérations autres que d'ordre commercial devaient être prises en compte lors des négociations aux fins de l'objectif d'établir un système de commerce des produits agricoles équitables et axé sur le marché, mais ces considérations ne pouvaient pas être prises en compte à moins que des progrès soient faits dans les négociations. Enfin, l'Uruguay a noté que certains Membres avaient relevé que l'agriculture avait été maintenue *de facto* en dehors du GATT pendant 40 ans. La raison en était que les deux plus grandes puissances commerciales avaient voulu maintenir un système discriminatoire pour l'agriculture comme il l'avait fait pour les textiles. Cela n'avait rien à voir avec la spécificité de l'activité agricole en tant que telle mais n'était que la conséquence de la politique d'une organisation dominée par les intérêts particuliers des Membres les plus puissants. La situation avait pourtant quelque peu changé aujourd'hui.

53. Pour l'Indonésie (NG/W/71), la sécurité alimentaire était une préoccupation non commerciale importante qui ne consistait pas seulement dans le fait d'avoir accès aux produits alimentaires et de pouvoir en disposer, mais aussi dans la capacité de produire sur le plan national. Pour l'Indonésie, les importations pouvaient seulement contribuer à la sécurité alimentaire en compensant la différence entre sa production et sa consommation nationale. Elle ne pouvait pas s'en remettre aux importations pour ses besoins de base parce que le volume de riz échangé sur le plan international était inférieur aux besoins intérieurs du pays. Compte tenu de ses réserves de change limitées, elle ne pouvait pas courir le risque de miser sur les importations. De plus, les importations pouvaient être interrompues en raison de crises politiques qui se soldaient par des embargos sur les exportations à destination de l'Indonésie. L'Indonésie se devait d'être autosuffisante en particulier pour le riz. Si l'Indonésie était acquise à la libéralisation du commerce des produits agricoles, elle estimait que les pays en développement ne devraient pas être soumis à des restrictions dans l'application de leur politique de sécurité alimentaire et qu'une certaine souplesse devait être ménagée concernant l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation. Une autre question non commerciale qui intéressait l'Indonésie était celle du développement et de l'emploi rural. La plupart des Indonésiens dépendaient de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, en particulier dans les régions rurales. Depuis que l'Indonésie avait commencé à se développer pendant les années 60, le nombre de personnes employées dans l'agriculture avait augmenté et pendant les périodes de crise économique, l'agriculture avait absorbé nombre d'actifs qui avaient perdu leur emploi dans d'autres secteurs de l'économie, ce qui supposait que ce secteur devait faire l'objet d'une plus grande attention, notamment pour ce qui était de réduire la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire des petits exploitants et des travailleurs sans terre. Le secteur agricole avait aussi un rôle important à jouer pour ce qui est d'accroître les réserves en devises et de réduire la dépendance à l'égard de sources étrangères. Il était important pour l'Indonésie d'adopter les politiques qui protégeaient ses agriculteurs et leurs familles des contrecoups de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole, et l'Accord sur l'agriculture de l'OMC devait comporter des dispositions permettant aux pays en développement d'élaborer des politiques agricoles pour mettre fin à la pauvreté.

54. Le représentant de la Turquie a lui aussi fait valoir que l'agriculture présentait des caractéristiques spécifiques dans tous les pays et que les négociations longues et difficiles qui avaient abouti à l'Accord sur l'agriculture en étaient l'illustration. L'agriculture turque ne faisait pas exception et il convenait de rappeler que les pays en développement en étaient encore à appliquer leurs listes d'engagements. La dynamique de la mise en œuvre faisait que les pays en développement avaient du mal à évaluer le processus. La Turquie estimait que, compte tenu de l'esprit de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 20 relatif à la poursuite du processus de réforme, les mesures qu'il conviendrait d'adopter ne devraient pas servir d'échappatoire pour ne pas respecter des engagements, et plus particulièrement, ne devraient pas remettre en cause la volonté des pays développés de créer de meilleures possibilités d'accès aux marchés pour les pays en développement. La notion de préoccupation non commerciale devrait être un instrument pour le progrès et la viabilité de l'agriculture partout dans le monde. Enfin, le représentant a indiqué que la Turquie étudiait la

question, et qu'elle souhaitait des propositions plus concrètes concernant les formules et les instruments qui pourraient être utilisés dans le cadre de cette notion.

55. Dans leur réponse, la Norvège, la Suisse, la CE et Maurice ont noté qu'un grand nombre de participants s'étaient associés au débat sur la note sur les préoccupations non commerciales et que des avis très divers avaient été exprimés sur la façon d'aborder ces questions. La Norvège (NG/W/77) avait le sentiment que le débat avait fait apparaître que les préoccupations non commerciales faisaient partie intégrante des négociations et devaient être traitées dans le cadre du processus de réforme. Elle a également constaté que les avis semblaient ne pas s'accorder quant au type d'instrument qui devrait être utilisé pour remédier à ces questions et, appuyée par Maurice, a déclaré que pour les pays à faible potentiel, la catégorie verte ne semblait pas devoir suffire pour prévoir les mesures nécessaires, et que ces pays ne pouvaient pas être restreints à des mesures n'ayant pas d'incidence sur le commerce. Pour servir au mieux les intérêts de tous, toutes les préoccupations, commerciales et autres que d'ordre commercial, devaient être prises en considération. La Norvège, appuyée par la Hongrie, a également estimé qu'une formule unique et universelle ne fonctionnerait pas. En réponse à l'Uruguay qui avait fait valoir que l'OMC reposait sur des règles applicables à tous les Membres, la Norvège a souligné que cela supposait l'application souple de règles multilatérales concertées.

56. La Suisse a déclaré qu'une libéralisation totale ne bénéficierait pas à tous les pays en développement mais seulement à ceux qui possédaient certains avantages. Si la Suisse comprenait les préoccupations de l'Afrique du Sud, de la Namibie et de l'Inde, à savoir que des considérations non commerciales ne devaient pas entraîner de problèmes commerciaux pour d'autres Membres, elle a fait observer que si les mesures utilisées devaient être celles qui faussaient le moins les échanges, il était possible que, dans certains cas, d'autres mesures compatibles avec les règles de l'OMC puissent être prises, par exemple des mesures concernant la santé. S'agissant des déclarations faites par les Membres à propos des mesures qui pourraient être prises pour traiter les considérations autres que d'ordre commercial, la Suisse estimait que les débats relatifs à la note sur les préoccupations non commerciales pourraient être mis à profit pour élaborer une proposition qui pourrait devenir la base de négociations sur les instruments à utiliser.

57. Le représentant des CE (NG/W/66) a déclaré que selon lui, même si certains Membres avaient demandé des précisions au sujet des mesures qui devaient être prises pour répondre aux préoccupations non commerciales, il était nécessaire avant toute chose de comprendre les préoccupations essentielles des autres pays pour parvenir à une solution acceptable. Il lui semblait que le débat avait montré que la vitalité des zones rurales était une préoccupation pour tous les pays, encore que la façon d'y répondre était très différente d'un pays à l'autre. La méthode de négociation proposée à l'article 20 indiquait l'objectif à long terme, prescrivait d'examiner les engagements qui seront nécessaires pour atteindre cet objectif et, à cet effet, de tenir compte d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels les considérations autres que d'ordre commercial.

58. Le Japon (NG/W/73) et la Corée (NG/W/74) ont noté que d'autres pays étaient également préoccupés par la question de la sécurité alimentaire et ont réitéré que selon eux, la meilleure approche passait par une formule associant production intérieure, importations et maintien de réserves. D'autre part, la sécurité alimentaire ne se résumait pas à l'accès à l'alimentation mais recouvrait également l'utilisation durable des ressources intérieures. Par ailleurs, d'autres questions soulevées dans la note sur les préoccupations non commerciales telles que le développement rural et l'emploi dans les régions rurales étaient l'affaire de tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement. Concernant les incidences sur le plan des politiques des préoccupations non commerciales, le Japon a appelé l'attention sur les points développés aux paragraphes 38 à 40 et 50 à 55 du document qu'il avait élaboré avec la Corée. La Corée et Maurice ont pris note des observations faites par l'Indonésie à propos de la situation qu'elle avait connue lors des crises financières de 1997 et 1998 et du rôle de sauvegarde sociale que pouvait jouer l'agriculture dans certains pays. La Corée a fait observer que dans les pays en développement, où les dépenses

d'alimentation étaient élevées par rapport aux revenus des ménages, la sécurité alimentaire était une question plus grave. Le rôle attribué à la production nationale comme instrument de la sécurité alimentaire était plus ou moins important selon les pays, et chaque pays avait le droit d'appliquer la solution qu'il estimait optimale.

59. Maurice (NG/W/75) a pris note des observations formulées par d'autres petits pays insulaires en développement, estimant que celles-ci soulignaient bien le rôle de l'agriculture dans leurs économies. S'agissant des observations faites à propos de l'article 20 et du préambule de l'Accord sur l'agriculture, Maurice estimait, à l'instar de la Suisse, que le débat faisait ressortir la nécessité de comprendre les problèmes auxquels devaient faire face les différents pays avant de poursuivre les négociations. D'après elle, cela impliquait que les paragraphes a) à c) de l'article 20 devaient être examinés avant d'aborder le paragraphe d). En outre, il ne pouvait y avoir de traitement équitable que si les situations spécifiques de tous les pays étaient prises en considération.

60. L'Argentine a noté qu'il y avait de très grandes différences entre les pays qui formulaient des propositions et que les avis étaient contrastés en ce qui concerne la production et les exportations de produits agricoles et les autres secteurs de l'économie. S'il acceptait l'idée que tous les points de vue raisonnables devaient être pris en considération lors des négociations, le représentant s'interrogeait sur le bien-fondé des restrictions commerciales appliquées par certains pays à certaines importations, au regard de la libéralisation économique imposée à d'autres pays, et notait l'attitude contrastée de certains pays vis-à-vis du commerce des produits agricoles par rapport à d'autres produits pour lesquels ils possédaient un avantage relatif. Il a également contesté que les préoccupations non commerciales soient les mêmes pour les pays développés et les pays en développement, relevant que les pays riches dont la balance des paiements était largement excédentaire avaient les moyens d'importer des produits alimentaires et que cela bénéficierait aussi aux pays exportateurs. Il ne semblait pas normal que tant de pays en développement et pays en voie de transition économique doivent subir des restructurations économiques douloureuses alors que d'autres pays protégeaient leurs secteurs agricoles de toute restructuration et, ce faisant, réduisaient les chances de développement des autres pays.

61. L'Australie a fait observer que les propositions du Groupe de Cairns abordaient déjà un certain nombre des questions soulevées dans la note sur les préoccupations non commerciales et a comparé, en les opposant, les déclarations faites par certains pays en développement et les interventions de certains pays plus petits et plus riches. Comme le Chili et l'Uruguay, l'Australie a fait valoir elle aussi que la question qui intéressait les autres pays n'était pas les objectifs des politiques suivies au titre des préoccupations non commerciales mais les mesures qui seraient prises pour répondre à ces objectifs. La délégation chilienne a indiqué qu'elle serait intéressée de voir comment il était possible de servir au mieux les intérêts de tous en faussant les échanges et en compromettant les intérêts des autres pays pour satisfaire à des considérations autres que d'ordre commercial.

**b) Document de travail présenté par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay (MERCOSUR), le Chili, la Bolivie et le Costa Rica: Subventions à l'exportation - Sécurité alimentaire ou dépendance alimentaire? (NG/W/38)**

62. La représentante du Brésil a présenté le document de travail sur les subventions à l'exportation. Elle a indiqué qu'à la réunion ministérielle du Groupe de Cairns, tenue au Canada au mois d'octobre, un représentant d'un pays en développement de premier plan avait indiqué que son pays était un pays en développement importateur net de produits alimentaires en raison des subventions à l'exportation accordées par d'autres pays. Cette opinion résumait l'idée avancée dans le document selon laquelle les subventions à l'exportation n'étaient pas une solution aux préoccupations de sécurité alimentaire des pays importateurs nets de produits alimentaires et des pays les moins avancés. Les subventions à l'exportation étaient en fait un instrument de dépendance qui empêchait le développement économique et entretenait le phénomène de la pauvreté. Elle notait que certains

Membres avaient estimé que les subventions à l'exportation bénéficiaient aux pays importateurs nets de produits alimentaires en abaissant les prix. Or, les subventions à l'exportation rendaient la production nationale moins compétitive, faisaient que de maigres ressources économiques étaient utilisées pour les importations, compromettaient le développement de l'agriculture nationale, diminuaient la balance des paiements et augmentaient la dépendance à l'égard du fournisseur. La conséquence était une pauvreté et une dette accrues. Les auteurs du document n'ignoraient pas que certaines situations ne pouvaient pas être laissées aux seules forces du marché, mais estimaient que les meilleures solutions se trouvaient dans la mise en œuvre de la Décision relative aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, en particulier les dispositions relatives à l'assistance technique et financière en vue d'améliorer la productivité agricole et les infrastructures, et dans la fourniture d'une aide alimentaire intégralement sous forme de dons. En outre, ces mesures devaient aller de pair avec l'élimination de pratiques commerciales faussant les échanges à l'origine de problèmes de sécurité alimentaire.

63. Certains des coauteurs du document ont appuyé l'intervention du Brésil, soulignant que les subventions à l'exportation réduisaient la sécurité alimentaire en déprimant la production nationale. La Bolivie (NG/W/61) a présenté son expérience de l'aide alimentaire. L'aide alimentaire avait eu nombre d'effets dommageables, notamment du fait qu'elle avait fragilisé l'offre de produits alimentaires, eu pour effet de décourager la production agricole nationale, fait baisser la production locale et la demande effective intérieure et modifié le comportement alimentaire de nombreux Boliviens, la consommation de blé et de farine de blé ayant pris le pas sur des céréales locales de meilleure qualité. En 1992, à la suite d'un accord entre les secteurs intéressés aux termes duquel les prix devaient refléter les coûts de production, la production nationale avait augmenté. Cependant, la Bolivie était encore fortement tributaire des importations de blé, à caractère commercial aussi bien qu'à titre d'aide alimentaire. En dépit de cet accroissement de la production, la Bolivie n'utilisait encore qu'une faible proportion de ses terres agricoles pour la culture des céréales principalement en raison des distorsions qui faussaient le commerce international des produits agricoles. L'aide alimentaire devait être réservée aux situations d'urgence véritable et ne devait pas être utilisée comme un instrument de dépendance.

64. Le Costa Rica a souligné que les subventions à l'exportation déprimaient la production dans les pays importateurs nets de produits alimentaires en accentuant artificiellement la concurrence tant sur leurs marchés intérieurs que sur leurs marchés d'exportation potentiels. Cela avait pour effet d'aggraver leurs problèmes de balance des paiements. Concrètement, les subventions à l'exportation entraînaient un transfert des ressources des pays plus pauvres en faveur des agriculteurs des pays disposant de finances plus abondantes, et accroissaient la dépendance des pays en développement à l'égard des importations subventionnées.

65. Le Paraguay a noté que la sécurité alimentaire était une préoccupation toute particulière pour certains pays en développement et pays les moins avancés et que les subventions à l'exportation continuaient de fausser la concurrence. L'argument selon lequel les pays importateurs nets de produits alimentaires pourraient tirer avantage de ces subventions contredisait les déclarations faites par bon nombre de ces pays ainsi que les études réalisées par des organisations internationales d'après lesquelles l'élimination des aides à l'exportation accordées sous cette forme et d'autres formes permettrait des progrès substantiels en matière de sécurité alimentaire. Le soutien dans ces pays devrait viser essentiellement à améliorer les infrastructures et les capacités techniques.

66. L'Argentine, appuyée par le Mexique, a noté que certains pays avaient estimé que les seuls marchés ne pouvaient pas garantir la sécurité alimentaire, et a fait observer que les marchés étaient gravement perturbés par le subventionnement des exportations et de la production et d'autres éléments de distorsion qui déprimaient les prix et les rendaient plus instables. Les crises asiatiques avaient illustré ce phénomène: la demande avait diminué, ce qui avait fait baisser les prix et aurait dû faire diminuer l'offre. Or, certains pays développés avaient dissocié leurs secteurs agricoles des prix,

augmenté les subventions à la production et écoulé l'excédent sur le marché mondial à l'aide de subventions à l'exportation. En conséquence, comme l'avait d'ailleurs montré l'OCDE, les prix avaient chuté encore davantage. Ainsi, c'étaient les producteurs des pays qui n'avaient pas les moyens d'offrir des subventions qui avaient perdu des marchés et souffert de la baisse des prix. Ceux qui souffraient étaient apparemment les producteurs des pays en développement qui avaient des difficultés de balance des paiements et n'avaient pas toujours accès aux marchés internationaux. Par ailleurs, d'autres travaux de l'OCDE avaient montré que les subventions à l'exportation allaient pour l'essentiel à des produits bruts exportés vers des pays hors OCDE, c'est-à-dire à des produits qu'il était avantageux pour les pays en développement de produire, et qui étaient écoulés sur des marchés ne pouvant pas bénéficier de subventions, ce qui aggravait la baisse et l'instabilité des prix.

67. Un certain nombre d'autres pays, parmi lesquels les Philippines, la Thaïlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Mexique, la Colombie, l'Afrique du Sud, le Canada, l'Inde et les États-Unis ont appuyé l'exposé présenté par ce groupe de pays d'Amérique latine. Ils ont noté que la sécurité alimentaire était une considération autre que commerciale importante et que les subventions à l'exportation avaient des incidences néfastes sur la production nationale et la stabilité et le niveau des prix. Les Philippines ont déclaré que si les subventions à l'exportation pouvaient aider à soulager certains problèmes de sécurité alimentaire à court terme, à long terme, elles ne faisaient qu'inciter les pays en développement à différer les mesures structurelles nécessaires qui pouvaient apporter une aide efficace aux petits producteurs. Même si la production nationale jouait toujours un rôle important pour garantir la sécurité alimentaire, il était important que le système de commerce soit exempt de subventions à l'exportation. La Thaïlande estimait que la meilleure façon d'améliorer la sécurité alimentaire était de permettre aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de développer leur propre secteur agricole en supprimant le subventionnement des exportations et en améliorant l'assistance technique et financière en matière d'infrastructure et de productivité agricoles. En associant à cela les importations et la constitution de réserves publiques, la sécurité alimentaire serait améliorée. La Thaïlande a noté que l'idée de supprimer toutes les formes de subventions à l'exportation recueillait une large adhésion et a exprimé l'espoir que ce soutien se concrétiserait sur le plan de l'action.

68. L'Australie a précisé que la suppression des subventions à l'exportation pourrait avoir des effets bénéfiques immédiats car il était avéré d'après plusieurs sources qu'une réduction de ces subventions pourrait déboucher rapidement sur un accroissement des productions nationales et régionales. Certains des principaux défenseurs des préoccupations non commerciales avaient également été les principaux utilisateurs de subventions à l'exportation, et cela était inacceptable. Comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie a rappelé que le Groupe de Cairns avait recommandé la suppression des subventions à l'exportation dans sa première proposition et a noté que cet objectif recueillait une très large adhésion de la part de bon nombre d'organisations intergouvernementales.

69. La Nouvelle-Zélande, appuyée par le Mexique, a indiqué que les exportations subventionnées risquaient de se substituer à la production intérieure des pays en développement importateurs, ce qui portait préjudice aux producteurs nationaux et compromettait fortement leurs chances de pouvoir exporter. La Nouvelle-Zélande notait également que les subventions à l'exportation avaient une définition large qui pouvait être étendue aux crédits et à l'exportation subventionnés et à certains types d'aide alimentaire, en particulier si l'intention première du pays donateur était d'écouler des excédents. La Nouvelle-Zélande ne pensait pas que l'on puisse dire que rien n'avait été fait en matière d'aide alimentaire mais elle partageait l'avis que la Décision relative aux pays importateurs nets de produits alimentaires devait être intégralement appliquée. La Nouvelle-Zélande a indiqué que le Groupe de Cairns avait soumis une proposition recommandant l'abolition des subventions à l'exportation.

70. La Colombie (NG/W/64) a noté que les pays qui ne disposaient pas de ressources suffisantes ne pouvaient pas soutenir la concurrence avec la production et les exportations subventionnées d'autres pays. Les subventions à l'exportation ne pouvaient pas apporter la sécurité alimentaire aux

pays en développement du fait que le soutien en faveur de la production et des exportations accordées par les pays plus riches empêchait les pays plus pauvres de mettre en place un système agricole compétitif, dans la mesure où ils étaient souvent incapables de nourrir leur propre population, et il devenait pratiquement impossible de trouver des marchés d'exportation. Cela avait créé un cercle vicieux en renchérissant la facture des importations, en ajoutant aux problèmes de balance des paiements et en augmentant la dépendance vis-à-vis de l'aide. Dans le même temps, les restrictions à l'accès aux marchés des pays développés empêchaient tout accès à ces marchés.

71. Le représentant de l'Afrique du Sud a rappelé que son pays avait présenté un document sur les subventions à l'exportation et la sécurité alimentaire dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements. Ce document avait permis d'établir que les subventions à l'exportation bénéficiaient uniquement aux producteurs subventionnés et - à court terme seulement - à l'importateur, tandis que toutes les autres parties prenantes se trouvaient pénalisées. À plus long terme, le pays importateur serait touché, la production étant transférée vers la région qui accordait les subventions et quittant celles qui disposaient d'un avantage comparatif, ce qui entraînait un préjudice tant pour les agriculteurs que pour les industries connexes. La libéralisation des échanges, et plus particulièrement la suppression des subventions à l'exportation, favoriserait un accroissement de la production agricole, un développement de l'emploi rural et une progression des revenus, et améliorerait le pouvoir d'achat des pays en développement. Par voie de conséquence, la demande de produits non alimentaires originaires des pays développés et nouvellement industrialisés augmenterait, et tous les pays y trouveraient donc leur avantage. Si la libéralisation des échanges ne pouvait pas à elle seule assurer une meilleure prospérité, elle était un élément essentiel du développement.

72. Le Canada a noté que les principaux bénéficiaires des subventions à l'exportation étaient les producteurs des pays qui avaient les moyens d'y recourir, au détriment de tous les autres producteurs exposés au niveau très bas des prix des produits de base et à l'instabilité des marchés, que leurs productions soient destinées à l'exportation ou à des marchés locaux ou régionaux. L'OMC devait œuvrer pour parvenir à l'élimination de pratiques commerciales qui compromettaient la sécurité alimentaire, parmi lesquelles des mesures telles que les subventions à l'exportation réduisaient les revenus agricoles des autres pays exportateurs et endommageaient la production agricole locale des pays importateurs. Si l'aide alimentaire jouait également un rôle important, elle devait être octroyée intégralement à titre de don en fonction des besoins et ne devait pas être liée au développement commercial ou à l'écoulement des excédents.

73. Le représentant de l'Inde a déclaré que son pays pouvait s'associer sans réserve à ce document principalement pour deux raisons. En premier lieu, il appelait l'attention sur les distorsions commerciales provoquées par les subventions à l'exportation, et examinait en deuxième lieu les incidences de ces distorsions sur la sécurité alimentaire. Ce document avait démontré que les politiques nationales d'autres pays avaient un effet profond sur la sécurité alimentaire, que le débat relatif à la note sur les préoccupations non commerciales avait révélé être une préoccupation non commerciale très importante. Les subventions à l'exportation perturbaient les marchés en limitant les possibilités d'accès et en accroissant la concurrence et en déprimant les prix sur le marché intérieur, ce qui avait pour conséquence un abaissement des revenus et une réduction de la sécurité alimentaire. Qui plus est, les subventions à l'exportation faisaient en réalité augmenter les importations dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires en détruisant la production nationale. L'Inde était favorable à une application ferme de la Décision de Marrakech existante et à d'autres mesures nécessaires pour réduire les problèmes auxquels étaient exposés les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. S'adressant aux pays qui considéraient que les subventions à l'exportation comportaient des aspects positifs, l'Inde a indiqué que d'après son expérience, la décision de renoncer à la dépendance vis-à-vis des importations subventionnées avait été une décision difficile, mais qui avait entraîné des transformations bénéfiques de l'agriculture indienne et accru considérablement la production nationale. L'Inde ne pouvait pas recommander de modèle de politique à suivre pour tel ou tel pays, mais elle constatait qu'il était très

difficile pour un pays en développement d'entreprendre des réformes internes et de libéraliser ses marchés lorsque d'autres pays avaient recours aux subventions à l'exportation.

74. Les États-Unis ont accueilli avec intérêt le document présenté par ses partenaires dans le cadre des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques. Ils estimaient que ce document exposait clairement les raisons qui s'opposaient aux subventions directes à l'exportation et notaient que le processus de prise en compte de la sécurité alimentaire exigeait une démarche globale recouvrant la libéralisation du commerce, l'assistance technique et l'aide alimentaire. Les États-Unis considéraient que les Membres de l'OMC devaient coordonner leurs efforts dans le cadre des organisations internationales compétentes pour développer l'assistance technique, accroître l'efficacité de l'aide alimentaire et s'entendre sur des disciplines pour que les réformes commerciales convenues dans le cadre de l'OMC ne soient pas fragilisées. L'exposé démontrait de façon convaincante que la libéralisation du commerce des produits agricoles et l'élimination des subventions à l'exportation étaient un élément de la solution aux problèmes de sécurité alimentaire.

75. Un certain nombre d'autres pays et groupes de pays, parmi lesquels l'Indonésie, Maurice, le Japon, la Namibie, la Suisse et les CE ont accueilli ce document avec intérêt mais ont exprimé des réserves à propos de certains aspects. L'Indonésie souscrivait à bon nombre des points développés dans le document mais estimait que la libéralisation du commerce n'était pas la seule façon de parvenir à la sécurité alimentaire, pour les raisons qu'elle avait indiquées dans sa communication relative à la note sur les préoccupations non commerciales.

76. Maurice (NG/W/75) a rappelé l'importance de la sécurité alimentaire, en particulier pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, et le fait que cette importance était reconnue par l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture et la Décision de Marrakech sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Elle a indiqué que son intervention portait aussi bien sur les crédits à l'exportation que sur les formes directes de subventionnement des exportations. Maurice a fait valoir que la définition de la sécurité alimentaire donnée au Sommet mondial de l'alimentation en 1996 était plus pertinente car elle tenait compte de questions telles que les préférences alimentaires et montrait que la sécurité alimentaire n'était pas une simple question monétaire. Certains pays n'étaient capables de produire qu'un nombre réduit de cultures sur une échelle commerciale, ce qui imposait de recourir aux importations, tandis que les préférences alimentaires limitaient les choix, et les ressources financières, les possibilités d'acheter des produits alimentaires. Par ailleurs, des arrangements commerciaux stables et prévisibles étaient indispensables pour garantir des recettes stables, et les petits pays insulaires en développement qui comptaient sur des préférences commerciales avaient des besoins spécifiques qui avaient été définis au Sommet de Rome. La production nationale de produits alimentaires nécessitait un certain nombre de mesures de protection, énoncées dans le document NG/W/13, et aucune solution unique ne pouvait répondre aux besoins de tous les pays. Au demeurant, Maurice ne pensait pas que les subventions à l'exportation soient entièrement responsables de la faiblesse des prix internationaux. En fait, les rapports de certaines organisations internationales autorisaient à penser que malgré le faible niveau des prix mondiaux, le coût des importations de produits alimentaires pour les pays importateurs nets et les pays les moins avancés n'avait pas diminué dans les mêmes proportions que les prix agricoles avaient baissé, en partie du fait de la réduction de l'aide alimentaire et des concessions et remises de prix offertes. Maurice estimait qu'aucune mesure concrète n'avait été prise en faveur de ces pays dans le cadre de l'article 16 depuis l'entrée en vigueur des Accords issus du Cycle d'Uruguay en 1995, ce qui l'incitait à une certaine prudence concernant toute proposition se référant aux dispositions dudit article. La sécurité alimentaire exigeait une démarche globale et systématique, et une conception étroite qui ne se préoccupait que de la libéralisation du commerce et des subventions à l'exportation, ne répondait aux préoccupations que des seules nations exportatrices de multiples produits agricoles, et non à celles des pays importateurs nets de produits alimentaires.



77. Le représentant du Japon (NG/W/73) a appuyé deux des points développés dans le document, à savoir qu'une production agricole nationale est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire et que la concentration de la production agricole dans un petit nombre de pays risquait de compromettre la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire exigeait les règles de commerce des produits agricoles permettant à la production agricole de se maintenir dans différents pays et il importait de promouvoir la production agricole. C'est pourquoi le Japon encourageait activement l'assistance technique et financière aux pays en développement et considérait que le niveau optimal de sécurité alimentaire était obtenu en associant production nationale, importations et maintien de réserves. Le Japon a souligné que toutes les mesures d'exportation devaient être examinées, y compris les restrictions à l'exportation et la question des sociétés commerciales exportatrices d'État en vue de renforcer les dispositions visant les exportations. Le Japon ne partageait pas les avis exprimés dans la communication selon lesquels l'agriculture devait relever des mêmes règles que le commerce des produits industriels, l'aide alimentaire ne devrait être octroyée que sous forme de dons ou la libéralisation du commerce des produits agricoles était une solution aux problèmes de la sécurité alimentaire, et a renvoyé aux points exposés dans le document NG/W/36.

78. Le représentant de la Namibie (NG/W/76) approuvait l'objectif global défini dans le document tendant à supprimer les subventions à l'exportation et à aligner le commerce des produits agricoles sur les règles générales du système commercial multilatéral. Néanmoins, il convenait aussi de rappeler que les subventions à l'exportation pouvaient être bénéfiques à certains pays les moins avancés et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires exposés aux sécheresses. Un délai devait donc être fixé concernant la réduction des subventions à l'exportation. Cette période de transition serait utilisée pour permettre aux pays importateurs de s'adapter et de mettre en place des mécanismes pour parer à d'éventuelles incidences néfastes. La suppression des subventions à l'exportation pouvait ne pas contribuer à la sécurité alimentaire dans les pays qui étaient incapables de produire suffisamment pour leur marché intérieur du fait de contraintes liées à la production. Il faudrait donc que soient renforcées, au cours de cette période de transition, des mesures relevant du traitement spécial et différencié telles que celles concernant les infrastructures et l'accès au crédit, de façon à améliorer les capacités productives de ces pays.

79. La Suisse a indiqué qu'elle avait pris note des arguments concernant l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire, mais qu'à son avis, le document ne tenait pas compte d'autres formes de soutien aux exportations comme les crédits à l'exportation et les monopoles d'État à l'exportation. La Suisse ne pensait pas non plus que la suppression des subventions à l'exportation changerait beaucoup les choses en ce qui concerne la production nationale ou la sécurité alimentaire dans beaucoup de pays, car bon nombre d'autres facteurs devaient être pris en considération. Ce document était utile mais donnait une approche quelque peu simpliste d'une question très complexe.

80. Le représentant des CE (NG/W/66) a estimé que le document mettait indûment l'accent sur les subventions à l'exportation. Les CE étaient prêtes à négocier des réductions en matière de subventions à l'exportation à condition que toutes les formes d'assistance à l'exportation soient assujetties à des disciplines équivalentes. En vertu des disciplines relatives aux subventions à l'exportation décidées lors du Cycle d'Uruguay, les CE ne pouvaient pas accroître leur part de marché ou fausser les prix internationaux car les subventions à l'exportation étaient limitées tant en valeur qu'en volume. Contrairement à la transparence des subventions directes à l'exportation utilisées par les CE, qui étaient notifiées à l'OMC, on ne disposait d'aucun renseignement sur d'autres formes de soutien utilisées dans d'autres pays comme les avantages à l'exportation ou les prix différents pratiqués par les entreprises commerciales d'État. Le représentant a noté par ailleurs que l'aide alimentaire pouvait constituer une assistance à l'exportation et qu'elle ne pouvait contribuer à la sécurité alimentaire que si elle était dispensée dans les situations d'urgence et n'était pas un moyen d'écouler des excédents. Il a rappelé d'autre part que les prix étaient instables pour un certain nombre de produits que les CE ne subventionnaient pas ou qu'elles ne produisaient pas. La sécurité alimentaire des pays en développement était fonction du développement agricole, dont la

responsabilité n'incombait pas directement à l'OMC, ainsi que de l'amélioration des revenus et de la réduction de la pauvreté, pour lesquelles la libéralisation du commerce pouvait être un puissant instrument en élevant les revenus. Il a relevé que les CE étaient le principal marché d'exportation pour les produits des pays en développement. Il a aussi fait observer que la libéralisation du commerce et la sécurité alimentaire étaient également synonymes d'importations, pour autant que le rythme de la libéralisation s'accorde avec la capacité d'adaptation de l'économie.

81. La représentante du Brésil a pris note des constatations formulées à propos de l'incidence des pratiques faussant les échanges pour les intérêts non commerciaux des autres pays, en particulier la sécurité alimentaire. Elle a également indiqué que selon sa définition, la notion de subventions à l'exportation recouvrait toutes les formes d'assistance à l'exportation et que ces pratiques entravaient le développement de l'agriculture nationale, déprimaient les prix, restreignaient les possibilités d'exportation et concentraient la production dans quelques pays du fait que les autres pays ne pouvaient pas soutenir cette concurrence.

B: PRÉSENTATION ET EXAMEN DES PROPOSITIONS DE NÉGOCIATIONS COMMUNIQUÉES DEPUIS LA TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

**a) Groupe de Cairns<sup>1</sup>: Proposition de négociation sur l'accès aux marchés (NG/W/54)**

82. L'Australie (NG/W/60) a présenté la proposition du Groupe de Cairns sur l'accès aux marchés, qui avait pour objet de réduire la discrimination qui existe sur le plan des conditions d'accès entre les produits agricoles et les autres marchandises. Le Cycle d'Uruguay n'avait accompli de progrès que limités pour ce qui est de réduire les restrictions au commerce mondial des produits agricoles, car les pays avaient eu la possibilité de convertir des mesures non tarifaires en tarifs délibérément gonflés et de recourir à des disciplines floues pour l'administration des contingents tarifaires afin d'en restreindre l'accès. La proposition abordait diverses questions soulevées dans le document qui avait été présenté par un groupe de pays en développement sous la cote NG/W/37. Outre des droits de douane très élevés, la progressivité des droits empêchait les pays en développement de se mettre à produire des produits à plus forte valeur ajoutée alors que le faible coût de leurs facteurs et de leur main-d'œuvre donnait à penser qu'ils devraient disposer d'un avantage comparatif. Pour remédier à ces problèmes, il était proposé d'utiliser une formule qui tendrait à réduire considérablement les tarifs douaniers, à abolir la progressivité des droits, à réduire davantage les tarifs élevés et à fixer un plafond pour tous les droits de douane. Le document proposait également de limiter l'application des systèmes tarifaires complexes, d'accroître le nombre de droits *ad valorem*, d'accroître le volume des contingents tarifaires, d'améliorer les règles en matière d'administration et de supprimer le bénéfice de la clause de sauvegarde spéciale pour les pays développés.

83. Un certain nombre d'autres membres du Groupe de Cairns, parmi lesquels le Costa Rica, le Paraguay, la Colombie, le Brésil, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, l'Uruguay, la Bolivie, le Guatemala, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande ont appuyé l'intervention de l'Australie et ont noté que l'accès aux marchés était actuellement limité par les droits élevés, les crêtes tarifaires, la progressivité des droits, les méthodes d'attribution des contingents tarifaires aux pays fournisseurs et d'autres aspects de l'administration des contingents tarifaires. Leur proposition abordait ces questions en recommandant des réductions substantielles des tarifs douaniers, l'abolition de la progressivité des droits et l'amélioration des règles d'administration des contingents tarifaires.

---

<sup>1</sup> La proposition du Canada visant à améliorer l'accès aux marchés pour tous les produits agricoles et alimentaires est énoncée dans le document G/AG/NG/W/12.

84. Certains auteurs de la proposition, parmi lesquels le Costa Rica, le Paraguay, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, la Bolivie et le Guatemala ont également déclaré que l'amélioration de l'accès aux marchés devait s'accompagner de réductions des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne qui faussaient les échanges. À l'heure actuelle, leurs pays devaient affronter la concurrence de produits fabriqués ou exportés à l'aide de subventions qui provenaient pour la plupart de pays développés et de ce fait, si tous les Membres étaient censés offrir de meilleures conditions d'accès aux marchés, les offres que feraient ces pays seraient fonction de la mesure dans laquelle les autres pays réduiraient leurs subventions à l'exportation et leurs mesures de soutien interne qui faussaient les échanges. Il était notamment proposé d'apporter certaines modifications aux dispositions actuelles en matière de traitement spécial et différencié pour les rendre plus opérantes et efficaces.

85. Le Costa Rica a noté que l'accès insuffisant des produits de l'agriculture et des pêches aux marchés avait pour effet de pénaliser les producteurs efficaces de ces produits et ceux des pays en développement en particulier. Dans le cadre de la réforme, il conviendrait également d'examiner les règles relatives à l'administration des contingents tarifaires pour veiller à ce que leur fonctionnement ne réduise pas les possibilités qu'elles étaient censées offrir. Compte tenu des distorsions qui existaient sur le marché international des produits agricoles, le Costa Rica estimait que le traitement spécial et différencié pourrait être étendu à l'instauration de conditions d'accès équitables pour les produits originaires des pays en développement et à des mesures tendant à accélérer et à élargir les réductions tarifaires, voire à supprimer les tarifs douaniers, pour les produits, notamment à valeur ajoutée, en provenance des pays en développement.

86. Le Paraguay a lui aussi mis l'accent sur les besoins des pays en développement et a évoqué l'importance de l'agriculture dans son économie, et le fait qu'il n'avait recours à aucune forme de soutien faussant les échanges. Un meilleur accès aux marchés permettrait une amélioration sensible de la situation sociale et économique. Il était possible d'améliorer l'accès aux marchés sans rattacher cette question à des considérations autres que d'ordre commercial ou à un vaste cycle de négociations, ou encore au fait que cela réduirait une partie des inégalités auxquelles sont exposés les pays en développement. Si le traitement spécial et différencié était important pour bon nombre de pays en développement, le Paraguay a rappelé que cela ne devait pas créer de distorsion entre ces pays, par le biais de l'accès préférentiel par exemple.

87. Au nom des pays membres de l'ANASE appartenant au Groupe de Cairns, le représentant de la Malaisie (NG/W/80) a noté que la souplesse accordée lors du Cycle d'Uruguay avait permis aux pays de consentir des réductions minimales pour des produits sensibles, ce qui avait en fait augmenté les écarts entre les taux de droits pratiqués et réduit le nombre de possibilités significatives d'accès aux marchés qui étaient créées. Les crêtes tarifaires et la progressivité des droits étaient des pratiques courantes. Les contingents tarifaires devaient être sensiblement augmentés, en particulier pour les produits à forte valeur ajoutée en provenance des pays en développement, et des disciplines plus efficaces devaient être instaurées pour l'administration des contingents tarifaires. Si l'accès aux marchés était le principal élément du processus de réforme, la Malaisie estimait que l'objectif de parvenir à un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché ne serait pas atteint grâce aux seules réductions tarifaires, mais surtout en réduisant les différences qui existaient entre les différents Membres en matière de distorsion commerciale et de protection.

88. L'Indonésie (NG/W/71) a appuyé la Malaisie et a pour sa part souligné l'importance du traitement spécial et différencié pour les pays en développement et plus particulièrement s'agissant des petits cultivateurs et des cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance. L'Indonésie estimait que les pays en développement devaient être en mesure de protéger ces agriculteurs grâce à des niveaux moindres d'engagements de réduction, à des périodes d'application souples et au maintien de la clause de sauvegarde spéciale, indépendamment des engagements qui avaient ou non été pris en matière de tarification lors du Cycle d'Uruguay. La nécessité de la clause de sauvegarde spéciale pour

les pays en développement tenait à ce que les petits exploitants étaient vulnérables à des hausses brutales des importations, les sauvegardes ordinaires étant souvent trop difficiles à appliquer techniquement. S'agissant des exportations, outre les points cités par la Malaisie, l'Indonésie a également signalé les difficultés auxquelles se heurtaient les pays en développement en raison des mesures SPS et OTC et des droits autres que *ad valorem* en vigueur dans certains pays développés qui se traduisaient par des taux de protection plus élevés pour des prix inférieurs.

89. Le représentant de la Bolivie (NG/W/61) a noté que, outre le fait qu'elle était en concurrence avec des producteurs et des exportateurs subventionnés sur son marché intérieur, et le fait que ses exportations étaient assujetties à des droits de douane élevés et progressifs, elle se heurtait à des mesures SPS sur certains marchés d'exportation. Pour empêcher que de meilleures possibilités d'accès aux marchés profitent uniquement aux pays qui recouraient à des niveaux élevés de subventions ayant pour effet de fausser les échanges, la Bolivie était d'avis que les nouvelles possibilités d'accès aux marchés devaient bénéficier aux pays qui ne faussaient pas les échanges. On devait entendre par pays ne faussant pas les échanges les pays qui n'avaient pas recours à des subventions à l'exportation, à des mesures de soutien interne qui faussaient les échanges, à des crédits à l'exportation préférentiels et à la clause de sauvegarde spéciale, et qui n'appliquaient pas de contingents tarifaires. De cette façon, les fruits du libre-échange iraient aux pays qui pratiquaient réellement le libre-échange et non à ceux qui en vantaient les mérites tout en ayant recours à des politiques qui faussaient le commerce.

90. Le Guatemala (NG/W/68) a noté que l'amélioration de l'accès aux marchés et la réforme du commerce des produits agricoles en général étaient des éléments importants pour le développement économique des petits pays en développement. Ce pays jugeait donc important que le processus de réforme prescrit par l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture soit achevé pour la fin de l'année 2003 au plus tard. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devaient être maintenues pendant la réforme, et les Membres devaient se conformer aux règles et disciplines applicables ainsi qu'aux engagements qu'ils avaient pris jusqu'à ce que de nouveaux soient convenus à l'issue des négociations.

91. Le représentant de la Colombie (NG/W/54) a noté que, même moyennant la suppression des mesures de soutien qui faussent les échanges et une moindre protection des marchés nationaux, les pays en développement se heurteraient encore à de réelles difficultés. En raison des niveaux élevés de soutien et de protection qui avaient cours dans les pays développés, le secteur agricole des pays en développement n'était pas encore suffisamment développé pour affronter la tâche difficile de répondre aux attentes et préférences spécifiques des consommateurs des pays développés. Or, pour qu'ils puissent relever ce défi, il devait être mis fin aux mesures de soutien qui faussaient les échanges et les possibilités d'accès aux marchés devaient être améliorées. Les négociations devaient aborder le problème de la progressivité des droits, qui limitait la capacité des pays en développement de créer des industries productrices de valeur ajoutée et d'échapper aux problèmes liés à la stabilité des prix sur les marchés de produits de base. Le traitement spécial et différencié devait prévoir un accès plus important et plus rapide aux marchés et la possibilité de recourir à la clause de sauvegarde spéciale, en particulier compte tenu du fait que des niveaux de protection moins élevés accroissaient le risque d'importations subventionnées en provenance des pays développés.

92. Le Brésil a rappelé que lors des travaux que l'Organe d'examen des politiques commerciales a consacrés à l'examen de ce pays, certains Membres de l'OMC avaient estimé que les taux de droits pratiqués par le Brésil pour les produits agricoles étaient élevés. Pourtant, par rapport aux taux de droits pratiqués dans d'autres pays, le Brésil considérait que ses taux étaient peu élevés, et il s'agissait de droits *ad valorem* simples et transparents. Les exportations brésiliennes, en revanche, étaient souvent exposées à des taux élevés et ses exportations de produits à valeur ajoutée se heurtaient à la progressivité des droits. L'administration des contingents tarifaires avait aussi pour effet de limiter les importations à un volume inférieur aux contingents tarifaires, tandis qu'au Brésil, le dernier contingent n'était pas utilisé parce que le droit applicable était inférieur au taux de droits contingentaire. En

résumé, le Brésil était le huitième importateur de produits agricoles au monde mais ses exportations étaient en butte à une concurrence déloyale. C'est pourquoi il souhaitait que de fortes réductions interviennent pour toutes les positions, que les droits soient exprimés uniquement *ad valorem*, que les contingents tarifaires soient supprimés et que la clause de sauvegarde spéciale soit abolie.

93. L'Uruguay a indiqué qu'il avait pour objectif en ce qui concerne l'accès aux marchés de mettre le commerce des produits agricoles sur le même pied que le commerce des autres produits, de la même façon qu'il avait cet objectif en ce qui concerne le soutien interne et les subventions à l'exportation. Autrement dit, les négociations devaient aboutir à ce que les produits de l'agriculture soient tarifés au même niveau que les produits industriels. L'Uruguay était conscient que cela ne pouvait pas être réalisé immédiatement et était disposé à négocier un délai raisonnable. Il préconisait de recourir à une formule qui s'attacherait d'abord à réduire les différences de tarification entre les Membres, puis à une formule générale qui aurait pour effet de réduire davantage les droits plus élevés. En outre, il conviendrait d'augmenter le volume de tous les contingents tarifaires, même si la réduction des taux hors contingent devrait se poursuivre jusqu'au point où ces taux seraient inférieurs aux taux contingentaires et où les contingents tarifaires pourraient être abolis.

94. La Thaïlande a noté que la proposition reconnaissait que les pays en développement devraient pouvoir appliquer des modalités différentes en ce qui concerne l'accès aux marchés. Lors des crises financières asiatiques, le secteur agricole thaïlandais avait contribué à endiguer le niveau de chômage élevé, et la Thaïlande estimait que les pays en développement disposant de ressources limitées devraient pouvoir développer leur secteur agricole à l'abri de la concurrence exercée par des produits subventionnés. En dernier lieu, la proposition sollicitait un meilleur accès aux marchés pour les exportations en provenance de pays en développement. À l'instar de la Bolivie, la Thaïlande a constaté qu'à l'heure actuelle, les exportations de ces pays ne se heurtaient pas seulement à la progressivité des droits, mais encore à des mesures SPS qui n'étaient parfois guère autre chose que des restrictions déguisées au commerce, car il était impossible de satisfaire à ces exigences et de rester viable sur le plan commercial.

95. L'Afrique du Sud (NG/W/82) a indiqué que la proposition reconnaissait l'importance de l'accès aux marchés comme facteur de croissance dans les pays en développement. Les réformes menées par l'Afrique du Sud au cours des dernières années avaient eu pour effet de réduire sensiblement le soutien et la protection en faveur du secteur agricole. Cela s'était traduit par un accroissement des importations et, dans une moindre mesure, des exportations. Ces réformes avaient amené l'Afrique du Sud à considérer comme d'autres pays que les politiques tarifaires étaient le principal instrument commercial qui restait pour remédier aux subventions à l'exportation et au soutien interne faussant le commerce accordé par d'autres pays. Or, en augmentant les droits de douane, on élevait des obstacles inutiles au commerce des pays qui n'accordaient pas de subventions, en même temps qu'aux importations de pays qui avaient recours au subventionnement de la production et des exportations. Ces difficultés étaient prises en compte dans la proposition du Groupe de Cairns, qui estimait qu'il était nécessaire d'aborder la question des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne qui ont un effet de distorsion sur le commerce si l'on voulait que les pays en développement puissent participer à la réforme de l'accès aux marchés.

96. La Nouvelle-Zélande a relevé que les questions d'accès aux marchés qui étaient débattues avaient des incidences réelles pour l'existence et les modes d'existence de bien des êtres humains. Droits de douane élevés, progressivité des droits et contingents restrictifs signifiaient que des consommateurs n'avaient pas accès à certains produits et que des agriculteurs n'avaient pas la possibilité de vendre. Les possibilités d'accès aux marchés devaient être considérablement améliorées le plus rapidement possible, et la proposition indiquait un moyen d'y parvenir. La Nouvelle-Zélande constatait que, à bien des égards, les propositions du Groupe de Cairns, des États-Unis et du groupe de pays en développement étaient complémentaires, ce qui témoignait de l'intérêt suscité par la proposition d'améliorer l'accès aux marchés.

97. Un certain nombre de pays ont appuyé certains aspects de la proposition du Groupe de Cairns, parmi lesquels le Maroc, l'Inde, le Pakistan, la République dominicaine et le Honduras. Le représentant du Maroc a indiqué que, dans son pays, l'agriculture pouvait être divisée en deux secteurs, l'un produisant uniquement pour le marché intérieur local, l'autre produisant aussi bien pour le marché intérieur que pour l'exportation. Ses producteurs devaient néanmoins affronter la concurrence de producteurs et d'exportateurs lourdement subventionnés et qui pouvaient donc vendre moins cher que les producteurs marocains. Aussi le Maroc adhéra-t-il sans réserve à la proposition du Groupe de Cairns. L'Équateur a indiqué que ce pays s'était heurté lui aussi à de sérieuses limitations pour obtenir l'accès aux marchés des pays développés, et qu'il appuyait les propositions du Groupe de Cairns relatives au traitement spécial et différencié.

98. Le représentant de l'Inde a lui aussi accueilli favorablement bon nombre d'aspects de la proposition, en particulier les suggestions concernant les crêtes tarifaires et la progressivité des droits, la simplification des tarifs douaniers, l'accroissement des contingents tarifaires et l'amélioration de l'administration des contingents tarifaires. L'Inde appuyait également la proposition tendant à ce que les réductions tarifaires soient opérées à partir des taux de droits consolidés puisque telle avait été la pratique lors des cycles antérieurs de négociations sur le commerce. Elle s'associait à l'observation du Groupe de Cairns d'après laquelle les pays en développement verraient quelque difficulté à améliorer l'accès à leurs marchés si cela n'allait pas de pair avec une réduction des subventions à l'exportation et des mesures de soutien interne qui faussaient le commerce. Notant qu'un grand nombre de pays en développement faisaient partie du Groupe de Cairns, l'Inde a indiqué les suggestions relatives au traitement spécial et différencié que lui inspiraient pourtant certaines préoccupations. Le secteur agricole des pays en développement était constitué de petits cultivateurs qui pratiquaient souvent une agriculture de subsistance et qui avaient des besoins auxquels ne pouvaient pas répondre des propositions concernant l'allongement des périodes de transition où le besoin de plus de souplesse dans le cadre d'une structure commune. Il devait être davantage tenu compte des contraintes internes auxquelles devaient faire face des pays en développement à dominante rurale agricole tels que l'Inde.

99. Le Pakistan a indiqué qu'il avait mis en œuvre scrupuleusement les résultats du Cycle d'Uruguay et avait constaté un fort accroissement de ses importations, mais que ses exportations n'avaient pas autant progressé. En fait, ses exportations continuaient de se heurter à différents obstacles comme les crêtes tarifaires, la progressivité des droits, une administration problématique des contingents tarifaires, des obstacles techniques élevés et des mesures SPS particulièrement rigoureuses. Il s'en était suivi une diminution de la balance commerciale et de la balance des paiements. Le Pakistan appuyait donc de nombreux éléments de la proposition du Groupe de Cairns, notamment ceux concernant les crêtes tarifaires, la progressivité des droits, les contingents tarifaires et l'adoption de principes directeurs pour leur administration. Par ailleurs, il accueillait favorablement les propositions relatives au traitement spécial et différencié, notamment concernant l'abolition de la clause de sauvegarde spéciale pour les pays développés et son extension pour les pays en développement. Le Pakistan exprimait l'espoir que les travaux concernant les modalités de l'accès aux marchés tiendraient compte des préoccupations exprimées par l'Inde.

100. Au nom des délégations de la République dominicaine et du Honduras, le représentant du Honduras a exprimé son appui à certains aspects de la proposition du Groupe de Cairns: suppression des crêtes tarifaires et de la progressivité des droits, le fait de déterminer les réductions tarifaires à partir des droits consolidés et non à partir des taux effectivement appliqués, une plus grande transparence des régimes tarifaires des pays développés, la proposition d'augmenter les contingents tarifaires et la libéralisation du commerce des produits tropicaux. Cela étant, il estimait aussi que bon nombre de pays en développement avaient consolidé leurs tarifs douaniers à des niveaux très bas et ne devraient pas avoir à abaisser leurs taux davantage aussi longtemps que le secteur de l'agriculture présenterait des distorsions, et que les pays en développement devraient pouvoir recourir à la clause de sauvegarde spéciale jusqu'à ce que les subventions à l'exportation soient considérablement réduites.

101. Les États-Unis et le Canada accueilleraient favorablement le document mais jugeaient que certains aspects de leurs propres propositions concernant l'accès aux marchés étaient préférables. Les États-Unis ont indiqué préférer que les réductions tarifaires partent des taux effectivement appliqués plutôt que des taux consolidés. Ils étaient conscients de l'importance que revêtait le traitement spécial et différencié pour les pays en développement mais auraient préféré se consacrer aux débouchés à offrir aux exportations des pays en développement plutôt qu'à l'octroi aux pays en développement d'une protection spéciale pour leurs propres marchés.

102. Le Canada (NG/W/63) estimait que le meilleur moyen d'améliorer l'accès aux marchés rapidement et de réduire les disparités en la matière pour des produits et des marchés différents, résidait dans l'ensemble de techniques présentées dans sa proposition. Si d'autres pays avaient aussi proposé des solutions ambitieuses pour les réductions tarifaires, la proposition canadienne tenait compte du fait qu'il existait des régimes tarifaires très différents s'appliquant à différents produits. Les méthodes définies dans sa proposition se traduiraient par des réductions des tarifs à un seul palier, une plus grande harmonisation des niveaux tarifaires, la suppression de la progressivité des droits et l'ouverture de contingents en franchise de droits lorsque la formule ne se traduisait pas par de réelles possibilités d'accès aux marchés. En outre, dans sa proposition, le Canada avait émis l'idée que les contingents tarifaires devraient procurer un accès aux marchés fondé sur un pourcentage minimal de la consommation courante, et préconisait un renforcement des disciplines de façon que les contingents tarifaires permettent un accès effectif aux marchés. Le Canada avait également évoqué le fait que des initiatives sectorielles pouvaient être menées pour accélérer la libéralisation dans certains secteurs. L'objectif des négociations devait être de mettre en place un système de commerce multilatéral plus ouvert avec des règles uniformes s'appliquant à tous les pays. Le Canada reconnaissait néanmoins qu'il serait nécessaire de prévoir un traitement spécial et différencié pour aider les pays en développement à tirer parti d'un tel système, qui serait avantageux pour tous. La note d'information du Secrétariat sur les résultats du commerce des produits agricoles des pays en développement (NG/S/6) avait montré qu'il fallait faire beaucoup plus pour ouvrir les marchés d'exportation aux pays en développement. Or, le Canada avait relevé dans la note d'information du Secrétariat sur la tarification des produits présentant un intérêt pour les pays en développement (NG/S/14) que la plupart des marchés d'exportation indiqués par les pays en développement étaient situés dans d'autres pays en développement. Cela signifiait que les négociations devaient aboutir à un meilleur accès des produits agricoles à tous les marchés. S'agissant des pays les moins avancés, le Canada estimait qu'un régime de préférence stable et prévisible permettrait à ces pays d'améliorer leur accès aux marchés et compléterait les initiatives en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités. Le Canada avait déjà mis en place un régime préférentiel en faveur des pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux qui accordait la franchise de droits pour la plupart des produits agricoles. En résumé, le Canada pensait qu'un accès plus ouvert aux marchés pour tous les produits agricoles et tous les marchés bénéficierait à tous les Membres et reconnaissait les besoins des pays en développement, pour lesquels il fallait prévoir un traitement spécial et différencié assorti d'une aide technique et de mesures de renforcement des capacités afin de les aider à s'adapter à un système de commerce multilatéral plus ouvert.

103. Maurice (NG/W/75), appuyée par la CARICOM et Fidji, a accueilli avec intérêt la démarche suivie par le Groupe de Cairns pour la reconnaissance des besoins des pays en développement. Elle a noté qu'il était indiqué dans la proposition que les négociations sur l'accès aux marchés ne devraient pas porter atteinte aux conditions d'accès existantes. Or, Maurice n'était pas favorable à ce que le commerce des produits agricoles repose sur les mêmes bases que le commerce des autres marchandises et elle avait le sentiment que certaines des propositions pourraient porter atteinte aux conditions d'accès aux marchés existantes pour certains pays. À propos du traitement spécial et différencié, Maurice se félicitait de ce que la proposition estimait que l'accès aux marchés devrait être viable commercialement pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Néanmoins, comme Maurice l'avait indiqué à propos de propositions antérieures du Groupe de Cairns, le traitement spécial et différencié ne pouvait pas être abordé

uniquement sous l'angle des modalités d'accès. Pour les petits pays insulaires en développement en particulier, les seules clauses relatives au traitement spécial et différencié n'étaient pas suffisantes. À titre d'exemple, la proposition aurait pu mentionner la nécessité de maintenir les conditions d'accès aux marchés existantes pour les pays en développement vulnérables, la notion de produits des pays en développement ou d'exportations en provenance de ces pays aurait pu être clarifiée, une plus grande importance aurait pu être accordée aux besoins de protection de l'environnement et la clause de sauvegarde spéciale n'aurait pas dû être limitée mais ouverte à tous les pays en développement. Par ailleurs, Maurice voyait quelque difficulté à la notion de contribution initiale et constatait qu'il n'avait pas été fait mention de la possibilité de ne pas assujettir certains produits à des disciplines ni de la clause de paix, dont les pays en développement avaient particulièrement besoin.

104. Intervenant au nom de la CARICOM, le représentant de la Jamaïque (NG/W/72) a noté que la proposition spécifiait qu'il ne devait pas être porté atteinte aux conditions d'accès aux marchés existantes. Il fallait une reconnaissance plus claire des conséquences des réformes pour les pays qui avaient cessé de bénéficier d'arrangements préférentiels. Par ailleurs, a-t-on estimé, le rôle des obstacles non tarifaires et des mesures qui équivalaient à des subventions à l'exportation, comme les crédits à l'exportation, devait également être examiné. De plus, certains aspects de la proposition pouvaient aller à l'encontre des intérêts de certains pays en développement, par exemple l'idée de limiter la portée de la clause de sauvegarde spéciale. La CARICOM était néanmoins satisfaite de voir reconnues la nécessité d'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et la situation des pays qui s'adaptaient au changement.

105. Fidji a indiqué que l'accès préférentiel dont elle bénéficiait au titre de l'Accord de Cotonou était décisif pour ses intérêts et que la délégation fidjienne ne pouvait donc pas appuyer la proposition, même si elle accueillait avec satisfaction le fait que celle-ci indique qu'il ne devrait pas être porté atteinte aux arrangements en matière d'accès aux marchés existants. Fidji avait besoin de la période de transition prévue par l'Accord pour achever ses programmes de diversification et d'investissement qui lui donneraient la possibilité d'être compétitive sur le marché mondial. La situation spécifique à laquelle Fidji devait faire face en tant que petit pays insulaire en développement devait être reconnue.

106. Le représentant de la Trinité-et-Tobago a déclaré que les produits agricoles devraient toujours faire l'objet d'un traitement spécial par rapport aux produits industriels. S'il était nécessaire d'avoir accès aux marchés pour exporter, la Trinité-et-Tobago avait constaté que ses débouchés étaient souvent annulés par d'autres facteurs tels que le coût élevé des transports, la situation géographique et les mesures SPS. Si la proposition soulignait bien les problèmes que posaient les droits de douane élevés et les contingents tarifaires en limitant l'accès aux marchés, la Trinité-et-Tobago estimait que les avantages qu'elle retirait des contingents tarifaires pour ses principaux produits d'exportation ne pouvaient pas être ignorés. La proposition, malgré l'attention qu'elle portait au traitement spécial et différencié des pays en développement, aurait de graves répercussions pour l'agriculture trinitéenne, qui était dominée par le secteur sucrier.

107. La Turquie a indiqué que ses importations avaient augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'agriculture, et estimait donc que les pays en développement ne devraient pas avoir à s'engager à de nouvelles réductions tarifaires, mais que des réductions d'envergure devaient néanmoins être envisagées par les pays développés. S'agissant des contingents tarifaires, la position de la Turquie était analogue à celle du Groupe de Cairns estimant que des modalités devaient être définies pour l'administration des contingents tarifaires afin de rendre celle-ci plus transparente et prévisible et de garantir l'absence de discrimination dans l'attribution des contingents. En outre, la Turquie estimait que les pays développés devaient abaisser leurs taux de droits contingentaires. Lors du Cycle d'Uruguay, la clause de sauvegarde spéciale avait été instituée pour les produits que les pays avaient tarifés; un mécanisme analogue était à présent nécessaire pour d'autres pays qui n'avaient pas entrepris de tarification. Dans l'ensemble, la Turquie souscrivait à de nombreux aspects de la



proposition, notamment les points concernant la simplification des tarifs douaniers, l'accroissement des volumes des contingents tarifaires et l'abolition de la clause de sauvegarde spéciale.

108. Le représentant de la Hongrie (NG/W/54) a indiqué que la proposition était encore à l'examen dans son pays et n'a fait d'observations qu'au sujet de la proposition concernant une réduction substantielle des tarifs à titre de contribution initiale. S'il en comprenait les motivations, il estimait qu'une telle proposition pourrait se révéler contre-productive en favorisant des négociations prolongées. Il serait préférable de tenter d'élargir le champ des négociations engagées à l'OMC pour se donner de meilleures chances d'achever rapidement les travaux et d'aboutir à des résultats significatifs.

109. Le Mexique a relevé la similitude entre la proposition du Groupe de Cairns et d'autres propositions concernant l'accès aux marchés. Il était particulièrement favorable à la proposition préconisant de déterminer les réductions tarifaires sur la base des droits consolidés. Néanmoins, le Mexique a rappelé qu'il existait différentes méthodes de réductions tarifaires, comme celle de la demande et de l'offre de réductions. De plus, bon nombre de pays avaient eu des difficultés à répondre à leurs engagements contractés lors du Cycle d'Uruguay et certains pays en développement avaient consolidé leurs tarifs à un bas niveau tandis que les subventions à l'exportation étaient restées élevées. En conséquence, chaque Membre devait être libre de décider de la façon dont il entendait poursuivre la libéralisation. Enfin, le Mexique aurait préféré que la proposition énonce des modalités plus explicites relativement au traitement spécial et différencié.

110. Le Japon, la Corée, la Suisse et la Norvège estimaient que les situations différentes qui existaient pour différents produits dans différents pays devaient être prises en compte lors des négociations au même titre que les considérations autres que d'ordre commercial se rattachant au secteur de l'agriculture. Le Japon (NG/W/73) a déclaré que l'agriculture présentait certaines caractéristiques spécifiques qui faisaient que les droits visant les produits agricoles ne pouvaient pas être comparés à ceux applicables aux produits industriels. S'agissant du traitement spécial et différencié, le Japon a constaté que les pays en développement avaient des besoins très différents et a indiqué qu'il était disposé à examiner en détail les programmes de chaque pays au cours des négociations.

111. La Corée, la Suisse, la Norvège et les CE ont fait valoir que la proposition n'était pas compatible avec l'objectif à plus long terme de libéralisation progressive qui était énoncé à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. La Corée (NG/W/74) estimait également que la proposition tenait compte uniquement des besoins spéciaux et différenciés des pays en développement exportateurs. Elle a rappelé qu'il y avait bien des types différents d'agriculture, utilisés dans différents types de pays en développement, et qu'il était nécessaire de passer en revue les besoins de ces différents types de pays (pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, pays les moins avancés, petits pays insulaires en développement, etc.). Dans l'ensemble, la Corée estimait que la réforme de l'accès aux marchés devrait être compatible avec l'article 20 et permettre à différents types d'agriculture de coexister.

112. La Suisse a fait observer que la tarification des produits industriels avait été progressivement réduite par plus d'un demi-siècle de négociations dans le cadre du GATT tandis que la tarification des produits agricoles n'avait fait l'objet que de cinq années de réduction. Il n'était donc pas surprenant qu'il y ait des différences entre les droits qui étaient appliqués à ces deux secteurs. La Suisse a également indiqué que des droits spécifiques avaient longtemps été utilisés en Suisse et que ces droits présentaient certains avantages par rapport aux droits *ad valorem* comme l'absence de toute protection face à l'inflation. La Suisse était en désaccord sur la proposition de contribution initiale et estimait que la clause de sauvegarde spéciale était nécessaire au processus de réforme. En outre, c'est avec une certaine préoccupation qu'elle constatait que la proposition pourrait faire naître de grands espoirs pour les pays en développement par ce qu'elle préconisait en matière de traitement spécial et différencié et

les amplies réductions tarifaires qu'elle proposait, et on pouvait se demander si les grands pays exportateurs compétitifs accepteraient de limiter volontairement leurs exportations pour faire en sorte que des pays en développement moins compétitifs puissent eux aussi augmenter leur part de marché. Enfin, la Suisse a indiqué qu'elle était favorable à un renforcement de l'accès aux marchés en faveur des pays en développement et débattait sur le plan interne de la question de l'accès aux marchés des pays les moins avancés.

113. La Norvège (NG/W/77) estimait que la proposition du Groupe de Cairns était ambitieuse, qu'il fallait trouver une issue équilibrée et que la proposition dépassait le cadre de l'article 20. Les conditions de la production agricole étaient extrêmement variables d'un pays à l'autre et les niveaux de soutien et de protection découlaient de ces différences. Or, ni ces variations ni les préoccupations autres que commerciales n'avaient été prises en compte dans la proposition.

114. Les CE (NG/W/66) estimaient que la proposition était trop ambitieuse pour être réaliste et qu'il y avait des incohérences entre certaines des mesures proposées. Le représentant a rappelé que certains des membres du Groupe de Cairns tiraient avantage de leur accès au marché stable des CE pour certains de leurs produits et que cet avantage pourrait être entamé par les réformes en matière de contingents tarifaires suggérées. À titre d'observation préliminaire, les CE ont demandé en quoi les fortes réductions envisagées par la proposition étaient conformes aux réductions progressives que prescrivait l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. Elles se demandaient également comment la proposition pourrait profiter aux pays en développement et aux pays les moins avancés dès lors que les réductions généralisées proposées favoriseraient les pays les plus compétitifs.

115. À titre d'observation préliminaire, la Pologne a indiqué que les réformes futures devaient être fondées sur les résultats du Cycle d'Uruguay et qu'elle ne pouvait donc pas appuyer la proposition, s'agissant par exemple de l'abolition de la clause de sauvegarde spéciale, des réductions tarifaires à titre de contribution initiale ou de réductions tarifaires qui aboutissaient à des engagements déséquilibrés. Elle notait cependant que le Groupe de Cairns avait admis que les réformes pouvaient avoir des répercussions négatives; c'est pourquoi le traitement spécial et différencié était indispensable.

116. L'Argentine a répondu à quelques-unes de ces observations. Elle a rappelé que c'est la Banque mondiale qui avait constaté que les pays en développement avaient été empêchés de recueillir les fruits de leur politique de libéralisation et de leurs réformes économiques par les barrières commerciales élevées par les pays développés. Les obstacles au commerce des produits agricoles étaient une préoccupation particulière étant donné l'importance du secteur agricole dans l'économie des pays en développement. En réponse aux Membres qui avaient estimé que la proposition de contribution initiale n'était pas compatible avec l'article 20, l'Argentine a rappelé que cet article prévoyait des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection. Par "progressif" il fallait entendre "continu", de sorte qu'une période de mise en œuvre devait être immédiatement suivie d'une autre, et dès lors que les pays développés arrivaient au terme de leur période de mise en œuvre, les négociations devaient en tenir compte en décidant d'une contribution initiale pour compenser toute pause dans cette progression. L'Argentine a également rappelé que la fin de la période de mise en œuvre avait d'autres incidences juridiques du fait que la clause de sauvegarde spéciale n'était applicable que durant le processus de réforme. S'agissant des avantages offerts par les régimes d'accès préférentiel, l'Argentine a indiqué qu'elle était disposée à examiner toutes difficultés à court terme qui pourraient résulter de réductions tarifaires généralisées, mais a fait valoir que ces régimes n'avaient pas bénéficié aux pays en développement à long terme. De fait, l'OCDE avait montré que si la part des produits transformés avait été croissante à mesure que le commerce mondial des produits agricoles avait augmenté, les accords préférentiels avaient en réalité empêché les pays bénéficiaires de participer à ce secteur où leur part de marché avait en fait diminué au cours des 25 dernières années.

117. Le Chili s'est associé aux observations formulées par l'Argentine. Il a rappelé par ailleurs que la proposition concernant l'accès aux marchés devait être examinée dans le contexte des autres propositions du Groupe de Cairns sur le soutien interne et les subventions à l'exportation, et a appuyé la position de la République dominicaine et du Honduras, qui avaient fait valoir que les pays qui avaient abaissé leurs tarifs douaniers avaient vu arriver sur leur marché des produits dont la production ou l'exportation était subventionnée. La simplification des structures tarifaires était un point essentiel de la proposition et le Chili a rappelé que la tarification de certains pays prévoyait un prix minimal pour les fruits et légumes, ce qu'il jugeait contraire à l'objectif d'instaurer un système de commerce équitable et axé sur le marché. Il s'interrogeait également sur la nécessité de pratiquer des tarifs extrêmement élevés pour tenir compte de la spécificité de la production agricole dans certains pays. À l'appui de cette intervention, le Paraguay a également noté que les accords commerciaux préférentiels en faveur de certains pays en développement étaient synonymes de discrimination à l'égard d'autres pays en développement.

**b) ANASE: Communication sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le commerce mondial des produits agricoles (NG/W/55)**

118. Présentant la proposition au nom de l'ANASE, les Philippines ont noté que la communication proposait une approche globale de la question du traitement spécial et différencié (pour l'intégralité du texte de l'intervention, voir le document NG/W/79). L'ANASE demeurait foncièrement attachée à la poursuite du processus de réforme, dans la mesure où ce processus servait les objectifs de développement.

119. La Thaïlande a indiqué que l'objectif central de la proposition était d'harmoniser les règles du jeu entre les pays développés et les pays en développement. Si les pays développés avaient les moyens d'offrir à leurs agriculteurs des mesures relevant des catégories orange et bleue et des mesures de soutien *de minimis*, les pays en développement n'étaient pas en mesure d'accorder des montants significatifs de ce type de soutien parce qu'ils n'y étaient pas autorisés ou n'en avaient pas les moyens. Qui plus est, des droits de douane prohibitifs, des crêtes tarifaires ou des droits progressifs, des contingents tarifaires et des mesures de sauvegarde spéciales avaient été appliqués par bon nombre de pays développés pour protéger leurs marchés. Pour que les pays en développement puissent faire jeu égal avec les pays développés, il fallait supprimer les subventions à l'exportation et réduire de manière substantielle toutes les mesures de soutien interne qui faussaient les échanges. Pour que la concurrence soit équitable, les pays en développement devaient bénéficier d'un traitement spécial et différencié afin d'amortir les effets négatifs du processus de réforme, en particulier à l'égard des petits cultivateurs et des cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance. Les pays en développement devaient avoir la possibilité de développer leur agriculture et d'accroître leur production nationale. La proposition recommandait une libéralisation entière et totale du commerce des produits tropicaux, y compris l'élimination des obstacles non commerciaux, en particulier les restrictions au commerce déguisées sous la forme de mesures SPS, qui étaient utilisées par certains pays pour empêcher l'accès à leur marché. L'Indonésie a ajouté que tout renforcement du traitement spécial et différencié devait tenir compte des problèmes fondamentaux du développement et de la croissance dans les pays en développement.

120. Divers pays en développement qui avaient présenté des propositions lors des précédentes sessions extraordinaires (documents NG/W/13, 14 et 37/Rev. 1), parmi lesquels le Sri Lanka, Cuba, la République dominicaine, Haïti et le Honduras, ont appuyé la proposition. Le Sri Lanka (NG/W/83) a appelé l'attention sur la proposition intitulée "traitement spécial et différencié et catégorie développement" (NG/W/13) et s'est déclaré favorable aux propositions concernant le traitement spécial et différencié figurant dans la proposition du Groupe de Cairns relative à l'accès aux marchés (NG/W/54). Cuba était d'avis qu'un traitement spécial et différencié s'inscrivant dans le cadre du soutien interne devrait apporter aux pays en développement la souplesse nécessaire pour utiliser des politiques et des stratégies qui incitaient suffisamment à développer la production agricole et à faire

face aux problèmes de sécurité nationale. Cuba constatait que l'ANASE avait des conceptions analogues et poursuivait beaucoup des mêmes objectifs que ceux proposés dans les documents NG/W/13 et NG/W/14. La République dominicaine et le Honduras considéraient que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement devrait faire partie intégrante du processus de réforme et prévoir, entre autres choses, des délais plus longs pour la mise en œuvre des engagements ainsi qu'une plus grande souplesse dans l'utilisation de mesures de soutien interne sans incidence sur les échanges afin d'éviter que les petits cultivateurs produisant pour leur subsistance ne soient déplacés. Ils étaient également favorables à la proposition d'inclure la libéralisation complète du commerce des produits agricoles dans le futur programme de réforme. Enfin, tant que subsisteraient les distorsions qui faussaient le commerce, la clause de sauvegarde spéciale ne devrait être ouverte qu'aux pays en développement.

121. La Colombie (NG/W/64) a déclaré appuyer tous les éléments de la proposition de négociation présentée par l'ANASE. Le traitement spécial et différencié devait être opérationnel et permettre aux pays en développement d'obtenir les avantages qui leur avaient été promis au terme du Cycle d'Uruguay. Néanmoins, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement ne suffisait pas en tant que tel pour que ces pays soient mieux intégrés dans le système de commerce multilatéral, et certains privilèges accordés aux pays développés comme la catégorie bleue avaient également leur importance. La Colombie estimait pour cette raison que ce document était un bon complément aux propositions du Groupe de Cairns relatives au traitement spécial et différencié.

122. Le Paraguay a déclaré appuyer sans réserve la proposition, y compris l'élément relatif au Système généralisé de préférences. Il a souligné que le traitement spécial et différencié devait tenir compte des situations spécifiques des différents types de pays en développement comme les pays sans littoral et les petits pays insulaires en développement.

123. Le Pérou (NG/W/78) partageait les préoccupations exprimées dans la proposition de l'ANASE et était favorable à des dispositions renforcées et plus efficaces en matière de traitement spécial et différencié ainsi qu'à une mise en œuvre complète de la Décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Par ailleurs, il devait être mis fin aux crêtes tarifaires et à la progressivité des droits, tout en accordant suffisamment de souplesse aux pays en développement dans le cadre des réductions tarifaires pour leur permettre de faire face aux problèmes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté rurale. Le Pérou était également favorable à la complète libéralisation des marchés pour les produits tropicaux, à des réductions substantielles du soutien interne de la part des pays développés, à une simplification des dispositions relatives au soutien interne et à l'abolition des subventions à l'exportation pour les pays développés, tout en maintenant une certaine souplesse en faveur des pays en développement.

124. Le Venezuela a noté que la proposition abordait aussi la question des crédits à l'exportation et des programmes d'assurance ou de garanties de crédits à l'exportation. Ce pays était sensible à l'idée de laisser aux pays en développement un certain degré d'autonomie dans le choix des politiques en matière de sécurité alimentaire. Le Venezuela était favorable à la libéralisation du commerce des produits tropicaux et a noté que la proposition sur l'accès aux marchés présentée par un groupe de pays en développement (NG/W/37/Rev.1) pouvait servir de point de départ pour progresser dans ce domaine.

125. Le Brésil partageait les préoccupations de l'ANASE s'agissant du caractère global de la réduction de la MGS qui contribuait à saper l'engagement de réduction des politiques de soutien dans certains secteurs, généralement ceux où les pays en développement étaient le plus compétitifs. Le Brésil approuvait également la position de l'ANASE sur la catégorie bleue et estimait aussi que l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture devait être préservé. Il convenait de remédier aux préoccupations de sécurité alimentaire par des mesures adéquates et non au moyen des pratiques

faussant les échanges comme les subventions à l'exportation auxquelles avaient recours les pays développés.

126. L'Australie estimait aussi que les négociations devaient aborder les difficultés d'ordre général et les problèmes spécifiques auxquels devaient faire face les secteurs agricoles des pays en développement. La proposition faisait valoir le point important que le traitement spécial et différencié ne consistait pas uniquement à accorder davantage de souplesse aux pays en développement mais aussi à supprimer les restrictions à l'accès aux marchés et les subventions aux prix et aux exportations qui empêchaient les pays en développement de prendre toute leur part au commerce international des produits agricoles. La proposition de limiter les dépenses autorisées au titre de la catégorie verte ne posait pas de problème à l'Australie car cela contribuerait à fixer un plafond pour les mesures de la catégorie verte qui avaient un effet de distorsion plus que minimal.

127. Le Mexique a noté qu'il est dit dans la proposition que "la nature, la portée et la substance des engagements doivent également être différentes", et selon ce pays, cette idée devait être étudiée plus avant.

128. La Turquie était favorable à un certain nombre des points développés par le document, y compris la proposition tendant à réduire de manière substantielle les subventions à l'exportation dans les pays développés et celles concernant l'élaboration d'un ensemble de règles sur les crédits à l'exportation et son incorporation dans l'Accord sur l'agriculture. La Turquie était également d'avis que les mesures de soutien interne qui étaient accordées dans les pays développés en dépassement du seuil *de minimis* devaient être supprimées, encore que d'après ce pays, la catégorie bleue et les exemptions prévues en faveur des pays en développement à l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture devaient être conservées.

129. Le Swaziland approuvait l'orientation générale de la proposition mais a relevé que plusieurs aspects nécessitaient un examen approfondi (NG/W/84). Le Swaziland aurait été partisan d'une suppression non pas immédiate mais progressive des subventions à l'exportation du fait des incidences néfastes qui pouvaient en résulter pour les conditions de vie dans certains pays en développement. Il était également favorable à des réductions progressives des mesures de la catégorie orange plutôt qu'à une contribution initiale substantielle en raison des incidences néfastes que cela risquait d'avoir pour les pays en développement qui tiraient avantage des mesures de soutien interne appliquées dans les pays développés par le biais d'arrangements préférentiels. En outre, il fallait examiner les effets possibles des initiatives en matière d'accès aux marchés sur les arrangements commerciaux préférentiels.

130. Maurice (NG/W/75) était d'avis que le traitement spécial et différencié faisait partie intégrante du processus de réforme et ne devrait pas se limiter à accorder des délais de mise en œuvre plus longs aux pays en développement. Maurice souscrivait à l'idée que la nature, la portée et la substance des engagements devaient être différentes pour les pays en développement. Néanmoins, elle jugeait cette proposition trop restrictive, estimant que les pays en développement devaient être dispensés de restrictions pour un plus grand nombre de subventions à l'exportation et de mesures de soutien interne qu'il n'était suggéré, et que s'agissant de l'accès aux marchés, les pays en développement devaient également avoir une plus grande faculté de limiter les importations. S'agissant des disciplines en matière de subventions à l'exportation, de façon générale, Maurice estimait que toute réforme devait tenir compte des besoins des pays importateurs nets de produits alimentaires et des pays les moins avancés.

131. L'Uruguay et le Chili ont estimé que c'était là une proposition constructive et ont rappelé que la nécessité d'un traitement spécial et différencié avait été exprimée dans les trois propositions du Groupe de Cairns (NG/W/11, 35 et 54). Un traitement spécial et différencié effectif passait par l'élimination de toutes les distorsions du commerce imputables aux subventions et par des

améliorations de l'accès aux marchés. L'Uruguay et le Chili ont noté que la proposition de l'ANASE s'attachait aux intérêts des pays en développement dans leur ensemble, sans établir aucune distinction ni créer de nouvelles catégories de pays.

132. La Norvège, le Japon, les CE, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Afrique du Sud et la Suisse reconnaissaient l'importance que le traitement spécial et différencié revêtait pour les pays en développement mais ont souligné que les règles générales étaient également importantes. L'Argentine, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Afrique du Sud ont également fait observer que l'instauration de règles du jeu qui soient les mêmes pour tous ou d'un système de commerce des produits agricoles plus équitable supposait que tous les pays participent à l'effort de réduction du soutien et de la protection.

133. Le représentant de la Norvège (NG/W/77) a indiqué que le traitement spécial et différencié devait compléter, mais non remplacer des règles générales affinées du système de commerce des produits agricoles de manière à répondre aux besoins à long terme des pays en développement. Ces règles générales devaient en outre permettre à tous les pays de répondre adéquatement à leurs préoccupations, notamment celles qui se rattachaient à des objectifs non commerciaux.

134. Le Japon était convaincu de la nécessité d'accorder une attention particulière aux pays en développement (NG/W/73) et de la nécessité de le faire selon une optique globale qui tienne compte de la situation spécifique de ces pays, des préoccupations autres que d'ordre commercial et de l'importance du renforcement des capacités dans les pays en développement.

135. Les CE (NG/W/66) ont indiqué qu'elles appuieraient plusieurs des points établis par l'ANASE dans la proposition de négociation globale qu'elles-mêmes entendaient présenter. Si les CE étaient favorables au Système généralisé de préférences que l'ANASE avait évoqué dans sa proposition, les suggestions concernant le soutien interne et les subventions à l'exportation lui posaient certains problèmes.

136. L'Argentine a noté que la libéralisation des échanges, si elle augmentait la prospérité à l'échelle mondiale, n'en supposait pas moins des ajustements et que les ressources dont disposaient les pays en développement pour accompagner le processus étaient limitées. Cela justifiait que ces pays bénéficient de délais plus longs pour l'exécution des engagements et doivent moins réduire leurs tarifs et leurs subventions. L'Argentine appelait toutefois l'attention sur le risque de vouloir harmoniser les conditions entre pays développés et pays en développement en laissant aux derniers une plus grande latitude pour accorder des subventions. Les pays en développement n'avaient les moyens d'exploiter aucune marge de manœuvre supplémentaire dans ce domaine. Ainsi, des réductions du subventionnement de la part des pays qui y avaient recours étaient un moyen plus sûr de rendre les règles du commerce plus équitables. L'Argentine était également assez réservée quant à l'importance particulière qui était accordée à la libéralisation du commerce des produits tropicaux et estimait que les cultures des régions tempérées devaient bénéficier du même traitement.

137. Les États-Unis étaient acquis sans réserve à l'idée que les présentes négociations devaient aborder le traitement spécial et différencié et ses modalités d'application spécifiques de façon à mieux intégrer les pays les moins avancés et les pays en développement dans le système de l'OMC. Néanmoins, l'objectif à long terme de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection s'appliquait à tous les pays, et tous les pays devaient participer activement au processus de réforme, ce qui supposait de s'engager à des réformes significatives pour tous les produits. Les États-Unis avaient tenté de répondre aux préoccupations des pays en développement dans leur propre proposition en envisageant une plus grande souplesse dans le processus de réforme.

138. La Nouvelle-Zélande était également d'avis que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement était une question fondamentale pour les négociations en cours et que

pour instaurer des règles de commerce équitables, il fallait supprimer les distorsions qui avaient cours dans bon nombre de pays développés. La Nouvelle-Zélande était disposée à étudier toutes suggestions concernant la clause *de minimis* sur le soutien interne dans le cas des pays en développement, et à étudier la proposition tendant à incorporer les principes du Système généralisé de préférences dans l'Accord.

139. Le Canada reconnaissait la nécessité de dispositions spéciales et différenciées pour aider les pays en développement à s'adapter au système commercial multilatéral et à en tirer parti. Néanmoins, ce pays estimait que l'objectif des négociations était de parvenir à un système d'échanges plus ouvert et régi par des règles dans lequel les mêmes règles s'appliquaient à tous les Membres. Une telle optique intégratrice serait avantageuse pour tous. Le Canada était préoccupé par la proposition de maintenir sans restriction la souplesse accordée aux pays en développement pour ce qui est des subventions à l'exportation en vertu de l'article 9:4, ne serait-ce que parce que ces subventions avaient des incidences néfastes sur le plan de la sécurité alimentaire. En ce qui concerne le soutien interne, le Canada était partisan d'harmoniser les règles du commerce en réduisant et en supprimant à terme les mesures de soutien qui faussaient les échanges plutôt que d'accroître les formes de subventionnement qui faussaient les échanges pour certains pays tout en les réduisant pour d'autres. L'objectif devrait être de ramener les formes de soutien qui faussaient le commerce à des niveaux *de minimis* pour tous les Membres. L'un des meilleurs moyens de s'assurer que l'on allait dans le bon sens en matière de soutien était de négocier une limite globale pour tous les types de soutien, à savoir les mesures relevant des catégories verte, orange et bleue. Cela favoriserait une évolution vers les programmes de la catégorie verte sans accroître le niveau de soutien global à l'agriculture.

140. L'Afrique du Sud a relevé de nombreuses similitudes entre ses objectifs de développement et les objectifs exposés par la proposition (NG/W/82). Si un résultat favorable au développement était l'une des principales attentes de l'Afrique du Sud pour ces négociations, elle n'était pas convaincue que le traitement spécial et différencié soit suffisant, voire constitue l'instrument le plus important pour répondre à ses attentes. Les déséquilibres actuels entre pays en développement et pays développés pouvaient être corrigés en ménageant une plus grande souplesse aux pays en développement compte tenu de leur manque de ressources, mais ce qui ferait la différence, c'était une plus grande libéralisation et des ajustements structurels de la part de ceux qui pratiquaient des niveaux élevés de soutien. L'Afrique du Sud était également intéressée par un meilleur accès aux marchés, non seulement dans les pays développés mais également dans d'autres pays en développement où les tarifs douaniers étaient souvent bien plus élevés que dans les pays développés. Les pays en développement devaient participer au processus de réforme tout en tenant compte de leurs besoins spéciaux et différenciés. La question centrale pour l'Afrique du Sud était le juste équilibre à trouver entre le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié et les progrès en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation.

141. La Suisse estimait que le traitement spécial et différencié était l'une des clés des négociations et était disposée à prendre en considération les situations spécifiques des pays en développement. Elle tenait néanmoins à rappeler que le traitement spécial et différencié ne réglerait pas tous les problèmes des pays en développement. Le danger était que certains aspects de la proposition pouvaient susciter des attentes irréalisables. La Suisse estimait que l'idée de situer les aspects opérationnels au niveau des listes et des engagements était une démarche pragmatique et raisonnable. Cette voie devait être explorée plus avant car plus les pays exportateurs puissants acceptaient de s'autolimiter, plus il serait aisé de donner satisfaction aux pays en développement qui avaient besoin d'un traitement spécial. À propos des subventions à l'exportation, la Suisse ne parvenait pas à comprendre pourquoi l'ANASE voulait des conditions souples pour les pays en développement concernant l'utilisation de ces subventions qui passaient normalement pour être si dommageables pour les autres pays. La Suisse a également fait valoir qu'un plafonnement des dépenses que les pays développés pouvaient effectuer au titre de la catégorie verte risquait d'amener ces derniers à recourir

d'avantage aux mesures de protection à la frontière, ce qui réduirait les chances de progrès sur le plan des possibilités d'accès aux marchés.

142. L'Inde, qui était l'un des pays en développement coauteurs de la proposition sur l'accès aux marchés (NG/W/37), a déclaré appuyer la proposition de l'ANASE dans tous ses aspects et a appuyé l'intervention du Sri Lanka. Elle souscrivait à l'idée que le traitement spécial et différencié devait être réalisé au moyen de dispositions obligatoires et contraignantes, ce qui permettrait d'éviter les problèmes qu'entraînaient les clauses dites de l'effort maximal. Elle partageait également l'avis selon lequel les difficultés que les pays en développement rencontraient pour exporter étaient imputables aux politiques menées par les pays développés. L'Inde regrettait que certains Membres estiment que les éléments de cette proposition étaient dangereux. Si les Membres voulaient réellement faire entrer les pays en développement dans le courant général de la libéralisation des échanges, ils devraient étudier sérieusement des propositions telles que celle que l'ANASE avait faite.

143. Les Philippines, s'exprimant au nom de l'ANASE, ont déclaré que celle-ci tiendrait compte des nombreuses observations constructives formulées par les délégations, notamment lorsqu'elle arrêterait les modalités de ses propositions. Néanmoins, l'ANASE regrettait l'observation selon laquelle ses propositions présentaient un danger pour le processus de réforme et le fait que certains Membres semblaient contester la nécessité du traitement spécial et différencié. Même si les situations et les priorités variaient selon les pays en développement, le développement était pour eux une question d'intérêt commun. Pour ces pays, l'agriculture n'était pas seulement importante aux fins du commerce international mais aussi pour leurs objectifs de développement. Les négociations devaient donc tendre à renforcer les politiques de développement plutôt que les affaiblir.

**c) Albanie, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Mongolie, République kirghize, République slovaque, République tchèque et Slovénie: Soutien interne - Flexibilité additionnelle pour les économies en transition (NG/W/56)**

144. La Hongrie a présenté la proposition conjointe au nom des 12 pays en voie de transition économique coauteurs (NG/W/85). On faisait valoir dans cette proposition que les dispositions actuelles touchant le soutien interne étaient insuffisantes pour faire face aux situations exceptionnelles des pays en transition, et on proposait un certain nombre d'instruments spécifiques qui étaient indispensables pour atteindre les objectifs de politique générale. Les Membres concernés pensaient que les dispositions de flexibilité proposées étaient pleinement compatibles avec l'objectif à long terme du processus de réforme, puisqu'il s'agissait de répartir le peu de ressources disponibles le plus efficacement possible en vue de rétablir la viabilité de la production agricole, et non d'accroître le niveau de subventionnement global ni de favoriser une production agricole inefficace.

145. L'Estonie a indiqué que sa propre expérience était analogue à celle décrite dans la proposition. Elle appuyait la demande préconisant d'inclure dans l'Accord des dispositions de flexibilité spécifiques qui répondraient aux besoins communs que connaissaient, s'agissant des mesures de soutien interne, les pays qui avaient engagé des transformations en vue de se convertir pleinement à l'économie de marché.

146. La Suisse, la Norvège, la Corée, le Japon et les CE ont accueilli le document avec intérêt et ont pris note des difficultés spécifiques que devaient affronter les pays en voie de transition économique. La Suisse a fait part de sa sympathie envers la proposition et a noté que celle-ci mettait en relief l'hétérogénéité des secteurs agricoles entre les pays Membres. La Norvège (NG/W/77) et la Corée étaient d'avis que la proposition illustrait la nécessité de tenir compte de la spécificité des situations nationales et qu'une démarche uniforme ne convenait pas à la poursuite du processus de réforme. Le Japon (NG/W/73) a déclaré que les problèmes et les difficultés des pays en transition devaient être traités lors des négociations en cours et partageait le point de vue selon lequel ces négociations devaient permettre la coexistence de différents types d'agriculture et promouvoir la



réforme des politiques agricoles nationales. Les CE étaient conscientes que les pays en transition étaient aux prises avec des problèmes spécifiques dans le secteur agricole et qu'ils pouvaient connaître des difficultés particulières pour ce qui est des périodes de base (NG/W/66).

147. La Grenade et Maurice ont également appuyé la proposition. La Grenade, s'exprimant au nom de la CARICOM, a déclaré qu'elle était sensible aux préoccupations exprimées concernant la nécessité de répondre aux situations spécifiques des pays en voie de transition économique. Elle a aussi indiqué que les pays membres de la CARICOM étaient également engagés dans un processus de transition (ils avaient cessé de bénéficier d'arrangements préférentiels) et c'est avec intérêt qu'elle attendait de collaborer avec les pays qui avaient renoncé à la planification centrale ainsi qu'avec d'autres Membres pour faire en sorte que les phases spéciales, temporaires ou transitoires dans lesquelles se trouvaient les secteurs agricoles étaient dûment prises en compte dans tout accord futur. Maurice (NG/W/75) a appuyé les interventions de la Suisse et de la Grenade. L'Inde a déclaré que la proposition attestait l'existence de problèmes caractéristiques qui pouvaient nécessiter des solutions souples et spécifiques.

148. Le Canada, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, l'Argentine et l'Australie ont rappelé que le sens des négociations était d'aller vers une réduction du soutien et de la protection. Le Canada a salué la volonté des auteurs de recenser les problèmes et de proposer des idées sur les moyens d'y répondre. Néanmoins, il n'était pas convaincu que ces problèmes ne pouvaient pas être réglés dans le cadre de négociations visant à définir un ensemble commun de règles commerciales s'appliquant à tous les Membres. Le Canada s'employait pour élaborer un système de règles équitables qui réduisait les subventions faussant les échanges ou les supprimait et améliorait l'accès aux marchés, et une telle démarche était compatible avec tout objectif social, environnemental ou autre pouvant être traité par des moyens qui ne faussaient pas les échanges. Le Canada encourageait donc les pays en transition à œuvrer pour établir un système non exclusif plutôt que de chercher à faire valoir des exceptions.

149. La Nouvelle-Zélande a indiqué que même si elle n'était toujours pas convaincue que l'Accord n'offrait pas déjà suffisamment de souplesse et de possibilités pour répondre aux besoins des pays qui étaient engagés dans un processus de transformation économique, elle était disposée à examiner les mesures spécifiques envisageables pour remédier aux problèmes particuliers qui se présentaient. Les États-Unis étaient conscients de la situation que devaient affronter les pays en transition mais souhaitaient appeler l'attention sur le risque d'un retour en arrière dans les négociations. L'objectif était d'instaurer un système de commerce plus équitable et axé sur le marché et non de renforcer la protection et les mesures de soutien qui faussaient les échanges. Aussi les travaux devaient-ils, pour être productifs, s'intéresser aux moyens de soutenir l'agriculture sans fausser les échanges. Les États-Unis pensaient qu'il devrait être possible aux Membres de s'entendre sur des critères bien spécifiques, délimités et efficaces qui répondraient aux préoccupations des pays en transition sans effet de distorsion sur les échanges. L'Argentine a noté qu'il paraissait incohérent de la part de pays qui étaient en voie de transition vers une économie de marché de proposer des mesures qui auraient pour effet d'isoler les producteurs agricoles des signaux du marché. L'Australie a indiqué qu'elle serait disposée à examiner concrètement ces suggestions une fois que les négociations seraient passées de la première phase à une deuxième phase plus conséquente.

150. Pour conclure l'examen préliminaire de la proposition, la Hongrie, au nom des 12 auteurs de la proposition, a remercié les délégations qui avaient bien voulu considérer cette proposition avec bienveillance et a indiqué qu'en retour, les Membres coauteurs feraient preuve de compréhension envers les préoccupations d'autres Membres. Le fait que 12 Membres ayant dix années d'expérience du processus de transformation économique aient conjointement émis des préoccupations communes devait clairement faire apparaître que des changements étaient indispensables. Les Membres coauteurs étaient convaincus que les instruments existants qui pouvaient être utilisés au titre de la catégorie verte n'étaient pas adaptés pour répondre à leurs difficultés spécifiques. Enfin, les auteurs

de la proposition exprimaient l'espoir que ces négociations aideraient à parvenir à un commerce des produits agricoles non seulement plus libre, mais aussi plus équitable.

**d) Albanie, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Mongolie, République kirghize, République slovaque, République tchèque et Slovénie: Accès aux marchés (NG/W/57)**

151. La République tchèque, au nom des 12 pays en voie de transition économique qui ont soumis conjointement ce document, a présenté la deuxième proposition de ce groupe de pays. La proposition demandait des modalités flexibles pour les négociations sur l'accès aux marchés en vue d'appuyer le processus de transformation et abordait également la question des mesures non tarifaires lorsque de telles mesures continuaient d'exister. L'exposé liminaire de la République tchèque est reproduit en intégralité dans le document NG/W/87.

152. La Pologne et la Roumanie ont commenté les deux propositions (NG/W/56 et 57) qui avaient été présentées par des pays qui étaient comme elles en voie de transition. La Pologne a déclaré que ces deux propositions étaient l'occasion d'examiner de plus près la situation spécifique des pays en voie de transition économique. Ces pays devaient faire face à une situation exceptionnelle due à l'évolution rapide des instruments du commerce international et à une restructuration rapide de l'économie, et ces facteurs devaient être pris en compte lors des négociations. Le processus de transformation économique avait des effets bénéfiques mais avait aussi fait naître certains problèmes spécifiques, que la Pologne avait évoqués au cours du débat sur la note sur les préoccupations non commerciales (NG/W/36/Rev.1). La Roumanie faisait siens les arguments avancés dans les deux propositions présentées par d'autres pays en transition. Même si elle avait des avis différents quant à la façon de remédier à ces problèmes, elle estimait comme les auteurs de la proposition que ces difficultés devaient être prises en considération lors des négociations.

153. La Suisse a estimé que la proposition était formulée dans l'esprit de l'Accord pour ce qui est de la flexibilité et jugeait équitable de tenir compte des besoins des pays en voie de transition. Les marchés de certains pays étaient fermés parce qu'ils n'avaient pas encore accédé à l'OMC. Les CE ont rappelé que les pays en transition devaient faire face à des problèmes exceptionnels dans le secteur agricole et avaient mené à bien de vastes programmes de libéralisation en une courte période. Les CE ont indiqué qu'elles étaient également disposées à accorder toute l'attention voulue à cette proposition.

154. Les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont rappelé que tous les pays devaient participer à l'accroissement de l'accès aux marchés. Il en allait aussi de l'intérêt des pays en transition puisque la proposition elle-même indiquait que leurs exportations n'avaient qu'un accès restreint aux marchés. Les États-Unis ont fait observer qu'il existait dans tous les pays des secteurs vulnérables aux importations. Les situations nationales étaient différentes et ces facteurs seraient pris en considération lors des négociations. Néanmoins, la meilleure façon d'aborder le problème était que tous les pays avancent sur le plan de la libéralisation. Les États-Unis attendaient avec intérêt de se consacrer à ces questions dans le cadre des débats techniques sur l'accès aux marchés qui devaient avoir lieu lors de la prochaine phase de négociations. La Nouvelle-Zélande a noté que le nœud du problème apparaissait résumé dans l'observation suivante: "dans de nombreux cas les marchés d'exportation potentiels des économies en transition restent fermés". Ce problème fondamental devait être traité en ouvrant les marchés et non en sollicitant des exemptions spécifiques à l'ouverture des marchés. La Nouvelle-Zélande a appuyé la proposition de s'attaquer à toutes les mesures non tarifaires et saluait à cet égard la proposition du Groupe de Cairns sur l'accès aux marchés qui visait à garantir un accès véritable et effectif à tous les marchés pour tous les produits agricoles. L'Australie a noté que la proposition paraissait davantage chercher à exonérer les pays en transition de leurs obligations en matière d'accès aux marchés, au lieu que ces pays devaient assumer progressivement ces obligations et cette ouverture. Par ailleurs, si les droits peu élevés devaient être exonérés de réductions et que l'on

n'ambitionnait guère de réductions pour les tarifs élevés, il resterait peu de possibilités de réductions tarifaires.

155. Pour conclure l'examen préliminaire de cette proposition, la République tchèque, au nom des onze pays coauteurs, a remercié les délégations pour l'intérêt dont elles avaient témoigné. Elle attendait avec intérêt d'avoir une discussion plus approfondie à la prochaine session extraordinaire, où elle répondrait volontiers aux observations et aux questions formulées à la présente session.

**e) États-Unis: Proposition concernant une réforme des contingents tarifaires (NG/W/58)**

156. Présentant leur proposition, les États-Unis ont indiqué qu'il s'agissait d'une version plus détaillée de la proposition d'ensemble présentée par ce pays en juin (NG/W/15). S'il est vrai que les contingents tarifaires avaient créé de nouvelles possibilités, l'expérience avait montré que trop souvent, le commerce des produits visés par des contingents tarifaires était contrarié par des dispositions administratives restrictives, des volumes contingentaires restreints et des droits élevés, à l'intérieur comme à l'extérieur du contingent. Se référant à l'exposé qu'ils avaient présenté dans le cadre du processus AER (AIE/7), les États-Unis ont rappelé que bon nombre de systèmes contingentaires comportaient des restrictions injustifiables et arbitraires qui privaient les acheteurs et les vendeurs de toute possibilité acceptable de mener leur activité et atténuaient l'effet des forces du marché. Tous les Membres devaient se préparer à de sérieuses réformes dans ce domaine, la solution à long terme étant l'abolition des droits de douane, résultat final du processus de réforme. Les États-Unis proposaient quatre initiatives: i) élaborer des disciplines additionnelles en matière de contingents tarifaires; ii) réduire les droits contingentaires sur la base de l'évolution passée des taux d'utilisation des contingents – plus le taux d'utilisation avait été faible, plus la réduction serait forte; iii) abaisser les tarifs hors contingent selon une approche permettant de réduire les disparités entre pays et d'augmenter progressivement les quantités visées par les contingents tarifaires; et iv) créer des mécanismes automatiques qui réduiraient les droits contingentaires lorsque le taux d'utilisation des contingents était faible. L'augmentation des contingents tarifaires ne devait pas bénéficier uniquement aux fournisseurs historiques, mais garantir des débouchés à l'exportation pour les nouveaux fournisseurs, en particulier originaires des pays en développement. Pour atténuer le plus possible les dérèglements commerciaux suscités par les rentes contingentaires, les États-Unis suggéraient une approche différente, autre que de simplement supprimer les droits contingentaires. En dernière analyse, la réforme des contingents tarifaires répondait à d'autres préoccupations non commerciales fondamentales des États-Unis: réduire le pouvoir discrétionnaire des administrations, accroître la transparence, et réduire les rentes contingentaires dont bénéficiaient certains groupes d'intérêts serait un facteur de saine gestion pour tous les Membres, et étendre l'influence des forces du marché aurait des effets bénéfiques sur la qualité de l'environnement et les conditions sociales.

157. Un certain nombre de pays ont appuyé de nombreux aspects de la proposition, parmi lesquels la Nouvelle-Zélande, le Brésil et l'Argentine. La Nouvelle-Zélande s'est déclarée favorable à l'objectif d'augmenter sensiblement les volumes contingentaires, au principe d'une réduction substantielle des droits hors contingent ainsi qu'à une sensible amélioration de l'administration des contingents tarifaires. Le Brésil a déclaré appuyer la proposition qui se donnait les moyens d'atteindre un objectif qui d'après ce pays, comme pour l'Australie et l'Argentine, devait être l'abolition totale des contingents tarifaires, le seul mécanisme de restriction des importations qui devait subsister étant des droits à faible taux. Le Brésil a aussi estimé que la proposition contenait des idées novatrices concernant l'administration des contingents et les faibles taux d'utilisation des contingents, qu'il considérait être les principaux problèmes posés par les contingents tarifaires. L'Argentine a émis des réserves concernant l'abaissement des droits contingentaires du fait que cela ferait augmenter les rentes contingentaires et serait contraire à l'objectif final de parvenir à un régime de tarification unique. Elle suggérait à la place d'interdire le recours à la clause de sauvegarde spéciale lorsque les contingents tarifaires n'étaient pas attribués ou de prévoir un mécanisme de déclenchement automatique pour les

droits hors contingent. L'Australie a elle aussi exprimé son intérêt pour un mécanisme de déclenchement quantitatif.

158. D'autres pays, parmi lesquels la Colombie, la Bolivie et le Canada auraient souhaité que la proposition des États-Unis soit plus ambitieuse. La Colombie, comme le Brésil et d'autres pays, souhaitait la suppression des contingents tarifaires par le biais d'un accroissement des volumes. La sous-utilisation des contingents tarifaires était principalement due à la façon dont les contingents étaient administrés, plutôt qu'au niveau des droits contingentaires, et la proposition mettait en lumière certains cas où les taux d'utilisation du contingent étaient faibles malgré des droits contingentaires à faible taux. La Bolivie aurait préféré que la proposition recommande la suppression des contingents tarifaires, mais accueillait favorablement toute initiative orientée vers l'objectif de libéralisation du commerce des produits agricoles. Le Canada a accueilli avec intérêt la proposition des États-Unis, qui était une contribution des plus utiles. Si elle présentait quelques suggestions sur la façon d'aborder l'administration des contingents tarifaires, elle n'était pas assez ambitieuse à propos des droits contingentaires par rapport à la proposition canadienne qui préconisait de réduire à zéro les consolidations intracontingentaires (NG/W/12).

159. Les CE, la République dominicaine, le Honduras, la Hongrie et la Malaisie s'accordaient à penser que la question de l'administration des contingents tarifaires devait être clarifiée. Les CE (NG/W/66) se sont félicitées que les États-Unis prennent l'initiative d'introduire la question de la réforme des contingents tarifaires et ont rappelé qu'elles-mêmes avaient régulièrement préconisé une administration transparente et non discriminatoire des contingents tarifaires et appelé l'attention sur la nécessité de garanties juridiques concernant les méthodes d'administration des contingents tarifaires. Les CE étaient d'avis que la clarification des règles d'administration des contingents tarifaires devait venir en priorité par rapport à la question des droits contingentaires. La République dominicaine et le Honduras estimaient aussi que les disciplines applicables à l'administration des contingents tarifaires devaient être améliorées. Néanmoins, ces pays se sont interrogés à propos de l'idée qui était suggérée de réduire encore les droits applicables dans la limite des contingents et d'instaurer un mécanisme de déclenchement automatique, du fait que selon eux, les droits applicables dans la limite des contingents étaient déjà très peu élevés. Du point de vue de l'accès aux marchés, les volumes contingentaires importaient davantage. La Hongrie (NG/W/69) a appuyé la proposition en faveur de disciplines additionnelles pour l'administration des contingents mais était extrêmement réservée au sujet du mécanisme du déclenchement automatique. La Malaisie souscrivait aux principes de transparence, de non-restriction et de réattribution qui devaient être à la base de toute amélioration des disciplines relatives à l'administration des contingents tarifaires. Elle était préoccupée au sujet de la proposition concernant un mécanisme de déclenchement quantitatif car celle-ci imposait aux Membres importateurs la charge de garantir des taux élevés d'utilisation des contingents, ce qui revenait en fait à introduire un nouveau principe dans le système de commerce international. Concernant la proposition tendant à instaurer des droits contingentaires sur la base de l'évolution passée des taux d'utilisation, la Malaisie était d'avis qu'un examen en bonne et due forme des causes du niveau historiquement bas des taux d'utilisation devait être entrepris avant qu'un accord puisse intervenir quant à cette mesure.

160. Le Japon et le Mexique ne pensaient pas que les contingents tarifaires soient un mécanisme de transition pour parvenir à des régimes tarifaires peu élevés. Le Japon a émis un certain nombre de réserves à propos de la proposition des États-Unis (NG/W/73). Les engagements en matière de contingents tarifaires offraient des possibilités d'accès et les taux d'utilisation variaient suivant la situation du marché. Le Japon ne pensait pas non plus que les contingents tarifaires soient un instrument de transition vers un régime de tarification unique. Le Mexique a rappelé que les contingents tarifaires étaient un aspect du processus qui avait démarré lors du Cycle d'Uruguay, qu'ils étaient un instrument juridique et qu'il n'y avait donc pas de raison pour qu'ils disparaissent.

161. La Corée était d'avis qu'il convenait de reconnaître à leur juste valeur dans le cadre de ces négociations des taux élevés d'utilisation des contingents, qui résultaient d'une exécution scrupuleuse

des engagements, et que l'évolution du système de contingents tarifaires ne devait pas alourdir la charge au détriment des pays importateurs (NG/W/74).

162. La Pologne a constaté que la proposition des États-Unis introduisait un mécanisme pour créer de nouveaux engagements en rapport avec les résultats des engagements existants. L'idée était intéressante et méritait d'être étudiée davantage, notamment quant au point de savoir comment elle pourrait être utilisée en relation avec d'autres aspects des négociations sur l'accès aux marchés. À cet égard, il aurait pu être utile d'élargir l'examen des incidences du Cycle d'Uruguay. Les incidences des engagements de réduction pour le commerce mondial des produits agricoles devaient également être prises en considération lors des négociations sur l'accès aux marchés.

163. De l'avis de la Suisse, les obligations en ce qui concerne les contingents tarifaires étaient claires: la possibilité d'accéder au marché devait être garantie jusqu'au dernier kilogramme. La méthode d'administration choisie devait respecter cette obligation fondamentale, mais en dehors de cela, chaque Membre devait être libre d'opter pour ce qui convenait le mieux à sa situation. La Suisse a noté qu'il serait intéressant de voir quels critères pouvaient être établis pour la transition vers un régime de tarification unique sans tenir compte de l'obligation de compensation prévue à l'article XXVIII du GATT.

164. Les États-Unis ont noté que certains Membres estimaient que leurs propositions n'étaient pas assez ambitieuses et ont indiqué qu'ils en tiendraient compte dans leurs propositions futures. En réponse à l'observation de la Malaisie, qui avait estimé que le mécanisme de déclenchement quantitatif serait une contrainte pour les administrations, les États-Unis ont rappelé que les Membres étaient tenus de garantir le plein accès aux contingents tarifaires. Le problème auquel les États-Unis tentaient de remédier était de faire en sorte que la possibilité d'utiliser ces contingents soit garantie par des mécanismes appropriés.

C. TRAVAUX DANS LE CADRE DES PARAGRAPHES A), B), C) ET D) DE L'ARTICLE 20 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

165. Après que le Secrétariat eût présenté les documents de base distribués depuis la dernière session extraordinaire au mois de juin, un certain nombre de Membres ont fait part de leurs observations à propos de ces documents et d'autres documents. La Hongrie a formulé un certain nombre d'observations à caractère technique au sujet de la note d'information sur les effets de l'inflation et des taux de change sur les engagements en matière de soutien interne, qui sont consignées dans le document NG/W/69. Elle estimait que le document omettait de faire ressortir un point fondamental à propos de l'inflation et des engagements en matière de soutien interne. À moins d'ajuster les prix administrés appliqués ou les prix de référence extérieurs fixes pour tenir compte de l'inflation, les bases du calcul de la valeur du soutien aux prix de marché étaient fausses, et il pouvait en résulter une violation des engagements. Par ailleurs, la Hongrie a rappelé concernant la catégorie verte qu'il était largement admis que celle-ci devait être réexaminée en fonction des données d'expérience et remaniée le cas échéant. Or, il y avait deux catégories de points de vue concernant la catégorie verte, l'une estimant qu'elle était trop restrictive et l'autre qu'elle ne l'était pas assez. Comme d'autres pays en voie de transition économique, la Hongrie estimait qu'elle était trop restrictive du fait qu'elle ne rendait pas compte de la diversité des situations agricoles dans les différentes régions du monde.

166. Commentant la note d'information sur les effets de l'inflation et des taux de change sur les engagements en matière de soutien interne (NG/S/19), l'Afrique du Sud a indiqué que dans le document qu'elle-même avait présenté dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements (AIE/33), elle tentait de montrer que des taux d'inflation plus élevés rendaient les engagements de réduction du soutien interne plus onéreux, et que les pays en développement ayant

généralement des taux d'inflation plus élevés que les pays développés, ils devaient faire face à des engagements de réduction plus rigoureux.

167. La Suisse s'est référée à la note traitant du rapport entre les taux d'utilisation des contingents et des changements dans l'administration des contingents tarifaires (NG/S/20). Elle a relevé que d'après ce document, il était difficile d'attribuer des causes précises à l'évolution des taux d'utilisation des contingents lorsque les facteurs qui influençaient ces taux étaient si nombreux. Pour la Suisse, cela signifiait qu'il était impossible d'établir un lien quelconque entre la méthode d'administration et le taux d'utilisation du contingent.

168. Le Japon (NG/W/73) a fait part de ses observations à propos d'un certain nombre de notes d'information. Concernant le document sur les études sur l'impact du Cycle d'Uruguay (NG/S/16), le Japon était heureux de constater que des études de cas étaient aussi consacrées aux incidences pour les pays développés, outre les pays en développement. Il a relevé qu'il y avait eu des incidences néfastes dans certains domaines et pour certains produits, estimant que ces incidences devaient être étudiées et analysées plus avant afin de pouvoir en tenir compte dans les négociations comme le prescrivait l'article 20. Concernant le document sur les préoccupations non commerciales (NG/S/17), la délégation japonaise a fait un certain nombre d'observations dont il pouvait être tenu compte selon elle pour une éventuelle révision du document, concernant notamment la question de la multifonctionnalité et le classement de certaines questions. À propos du document consacré à la catégorie verte (NG/S/18), le Japon a fait valoir que les Membres pouvaient réformer leurs politiques relevant de la catégorie orange pour en faire des politiques de la catégorie verte et que les discussions devaient tenir compte de la nécessité pour différents pays de réformer progressivement leurs politiques. Le Japon estimait que des règles devaient être définies de façon que les fluctuations de l'inflation et des taux de change (NG/S/19) n'influencent pas la position des Membres concernant leurs engagements en matière de soutien interne. Sur la question des taux d'utilisation des contingents tarifaires et des changements dans l'administration des contingents (NG/S/20), le Japon a noté que des méthodes d'administration différentes convenaient à des contingents visant des produits différents et qu'un taux d'utilisation bas n'était pas nécessairement dû à une administration restrictive.

169. En réponse à l'intervention de la Hongrie, l'Australie a indiqué que, à son avis, la catégorie verte devait être examinée pour veiller à ce que les pays aient la souplesse nécessaire pour répondre à leurs objectifs de politique générale et à ce que les mesures utilisées aient au plus un effet de distorsion minimal sur les échanges. À propos de l'observation du Japon concernant la multifonctionnalité, l'Australie a rappelé que de nombreux pays reconnaissaient des préoccupations non commerciales légitimes mais n'acceptaient pas la notion de multifonctionnalité de l'agriculture.

170. L'Inde a analysé le document du Secrétariat sur les résultats commerciaux des pays en développement (NG/S/6) et est parvenue à un ensemble de conclusions qui sont exposées dans la communication présentée par ce pays sous la cote NG/W/70. S'agissant du document sur les variations de l'inflation et des taux de change (NG/S/19), l'Inde partageait les préoccupations de la Hongrie.

171. Le représentant de la Norvège (NG/W/77) a noté que le document sur les préoccupations non commerciales (NG/S/17) soulevait la question de savoir quelles mesures étaient nécessaires pour remédier à ces considérations, notamment dans les pays où les conditions de production étaient défavorables. Cette question devrait également être abordée lors des négociations. Il a noté par ailleurs que d'après le document consacré à la catégorie verte (NG/S/18), certains des critères prévus à l'Annexe 2 devaient être précisés. S'agissant du document sur les variations de l'inflation et des taux de change (NG/S/19), il a noté que la valeur de l'engagement de la Norvège au titre de la MGS avait diminué de 27 pour cent en valeur depuis 1988 en dépit de niveaux d'inflation peu élevés (non compris l'engagement de réduire de 20 pour cent la MGS convenu lors du Cycle d'Uruguay). Cette érosion de la valeur des engagements devait être prise en compte lors des négociations.

172. Les CE (NG/W/66) ont noté que le document sur les contingents tarifaires et les méthodes d'administration faisaient ressortir la nécessité de mener davantage de travaux concrets sur la question de l'administration et que les Membres ne disposaient pas de règles précises pour se guider et risquaient de plus en plus de recourir au règlement des différends pour définir ces règles.

173. La Corée (NG/W/74) a noté que le document sur les préoccupations non commerciales (NG/S/17) montrait les différents points de vue soutenus par les Membres au sujet des préoccupations non commerciales et de la multifonctionnalité, indiquait comment ces objectifs pouvaient être traités et examinait si la catégorie verte actuelle était suffisante. La Corée a également relevé qu'il ressortait du document sur la catégorie verte (NG/S/18) que certains Membres avaient rencontré des difficultés à l'utiliser et qu'elle pourrait être trop restrictive pour répondre à certains besoins, et qu'une certaine souplesse était donc nécessaire pour que différentes formes d'agriculture puissent continuer d'exister. S'agissant du document sur les variations de l'inflation et des taux de change, la Corée a estimé que les engagements actuels étaient défavorables aux pays en développement qui avaient de forts taux d'inflation et qu'une solution acceptable devait être trouvée.

174. Le Comité est convenu que le Secrétariat devait établir des notes d'information additionnelles, ou assurer, le cas échéant, un suivi à propos des questions suivantes: traitement SGP des produits agricoles; préoccupations non commerciales identifiées par les pays en développement et dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture; et révision du document G/AG/NG/S/6 conformément à la définition des produits agricoles donnée dans l'Accord sur l'agriculture.

#### D. AUTRES QUESTIONS

175. La Suisse a rappelé qu'elle avait proposé au Conseil général que le Comité de l'agriculture soit informé pour ses sessions extraordinaires des négociations menées sur les indications géographiques au Conseil des ADPIC et a demandé aux Membres de faire preuve de souplesse concernant cette proposition. La Nouvelle-Zélande a rappelé qu'aucun consensus n'était apparu sur cette question au Conseil et que certains Membres avaient exprimé des réserves.

**ANNEXE**

**QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ  
DE L'AGRICULTURE  
(G/AG/NG/4)**

Rapport du Président, M. l'Ambassadeur Jorge Voto-Bernales,  
au Conseil général

1. La session extraordinaire du Comité de l'agriculture, qui a été instituée par le Conseil général afin de mener les négociations sur la poursuite du processus de réforme prévues à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture (paragraphe 39 du document WT/GC/M/53), a tenu sa quatrième réunion les 15 et 17 novembre 2000.
2. L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/1428 a été adopté.
3. S'agissant des travaux menés dans le cadre des paragraphes a), b), c) et d) de l'article 20, les communications ci-après ont été présentées et examinées au titre du programme pour la première phase des négociations: i) "Note sur les préoccupations non commerciales" présentée par la Barbade, le Burundi, Chypre, les Communautés européennes, la Corée, la Dominique, l'Estonie, les Fidji, l'Islande, Israël, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, Madagascar, Malte, Maurice, la Mauritanie, la Mongolie, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, Sainte-Lucie, la Slovénie, la Suisse et la Trinité-et-Tobago (NG/W/36/Rev.1); et ii) un document de travail intitulé "Subventions à l'exportation – Sécurité alimentaire ou dépendance alimentaire?" présenté par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay (le MERCOSUR), la Bolivie, le Chili et le Costa Rica (NG/W/38).
4. Les propositions nouvelles ou additionnelles ci-après en vue de la poursuite du processus de réforme ont été présentées par divers participants et examinées à la réunion: i) Groupe de Cairns - "Accès aux marchés" (NG/W/54); ii) Albanie, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Mongolie, République kirghize, République slovaque, République tchèque et Slovénie - "Soutien interne" (NG/W/56); iii) Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, République kirghize, République slovaque, République tchèque et Slovénie – "Accès aux marchés" (NG/W/57); iv) ANASE - "Traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le commerce mondial des produits agricoles" (NG/W/55); et v) États-Unis - "Proposition concernant une réforme des contingents tarifaires" (NG/W/58).
5. À la demande des participants concernés, les déclarations ci-après faites à la réunion sont distribuées: Afrique du Sud (NG/W/82), Australie (NG/W/59 et 60), Bolivie (NG/W/61), Brésil (NG/W/62), Canada (NG/W/63), Colombie (NG/W/64), Communautés européennes (NG/W/66), Corée (NG/W/74), Grenade (NG/W/67), Guatemala (NG/W/68), Hongrie (NG/W/69), Inde (NG/W/70), Indonésie (NG/W/71), Jamaïque (NG/W/72), Japon (NG/W/73), Maurice (NG/W/75), Namibie (NG/W/76), Norvège (NG/W/77), Pérou (NG/W/78), Philippines (NG/W/79 et 80), Pologne (NG/W/81), République tchèque (NG/W/65), Sri Lanka (NG/W/83) et Swaziland (NG/W/84). (Des déclarations ont été faites à la troisième session extraordinaire mais ont été distribuées après la parution du rapport du Président sur cette réunion: Norvège (NG/W/50), Hongrie (NG/W/51), Maurice (NG/W/52) et Bulgarie, Estonie, Lettonie, Hongrie, République slovaque, République tchèque et Slovénie (NG/W/53).

Note: "NG/W/-" renvoie aux documents de la série "G/AG/NG/W/-".



6. Le Secrétariat a été invité à établir des notes d'information additionnelles ou à prendre des dispositions complémentaires au sujet des points suivants:

- a) traitement SGP des produits agricoles;
- b) préoccupations non commerciales identifiées par les pays en développement et dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture;
- c) révision du document G/AG/NG/S/6 conformément à la définition des produits agricoles donnée dans l'Accord sur l'agriculture.

7. Il a été convenu de tenir une réunion additionnelle dans le cadre de la session extraordinaire avant la réunion de mars 2001 consacrée au bilan, comme le prévoyaient le programme et les dispositions pour la première phase des négociations (paragraphe 6 d) du document G/AG/NG/1). La réunion devrait avoir lieu du 5 au 7 février 2001.

---